

# Rapport annuel 2012 de l'ITF



# Rapport annuel 2012 de l'ITF

## SOMMAIRE

Page	Section
3	INTRODUCTION
4	Chapitre 1 : LES SECTEURS
7	Chapitre 2 : NOS CAMPAGNES
22	Chapitre 3 : PROGRÈS AU NIVEAU DES NORMES ET DES DROITS FONDAMENTAUX
28	Chapitre 4 : LES SECTIONS DE L'ITF EN ACTION
36	Chapitre 5 : STATISTIQUES D'ADHÉSION
38	Chapitre 6 : L'ITF DANS LES RÉGIONS
42	Chapitre 7 : L'EUROPE ET L'ETF
45	Chapitre 8 : RAPPORT FINANCIER



# INTRODUCTION



La stratégie de l'ITF « Organisons-nous mondialement, luttons pour les droits des travailleurs » a considérablement progressé au cours de sa sixième année de combat contre les excès de la mondialisation et l'exploitation des travailleuses et des travailleurs des transports partout dans le monde.

Les capitaux mondiaux dépendent du transport international. De plus en plus, les entreprises déplacent leurs activités grâce aux principaux opérateurs mondiaux des transports, aux plateformes régionales ou mondiales et aux importantes

chaînes mondiales d'approvisionnement. Les travailleurs des transports et leurs organisations, en s'unissant dans le monde, découvrent qu'ils peuvent se servir des mêmes éléments de référence industriels pour accroître leur influence et leur puissance.

Tel est le raisonnement qui sous-tend la stratégie « Organisons-nous mondialement » de l'ITF. Cette logique est évidemment présente au sein des nombreuses activités syndicales liées à la logistique internationale et aux sociétés multinationales déployées tout au long de l'année 2012. Mais sa pertinence est bien plus grande dans la mesure où toute petite campagne ou conflit local, tout accord ciblé d'un syndicat peut être influencé par des réalités mondiales ou pourrait les influencer. C'est la raison pour laquelle « Organisons-nous mondialement » concerne presque toutes les facettes du travail que déploie l'ITF pour soutenir les syndicats en matière d'organisation, de mise en réseau et de campagne qu'ils mènent aujourd'hui dans un contexte mondial.

De telles activités ont continué d'être poursuivies en 2012 dans le but de renforcer les capacités de la Fédération à aider efficacement ses affiliés.

Ce travail a porté sur différents programmes et sections de l'ITF de diverses manières. Un important processus de restructuration, conçu pour accroître notre efficacité, a permis d'une part de créer un nouveau département chargé des projets d'organisation des chaînes d'approvisionnement et du secteur logistique (SCALOP), et de l'autre, d'intégrer au Département du Secrétaire général les responsabilités de suivi des recherches, orientations politiques, communications et activités d'éducation.

Dans le cadre de la restructuration, plusieurs membres du personnel nous ont quittés volontairement au cours de l'année en échange d'indemnités de licenciement. Conjointement à mon prédécesseur, David Cockroft, qui a habilement dirigé l'ITF en 2012, sa dernière année avant son départ à la retraite, je voudrais remercier ces personnes, ainsi que tout le personnel pour leur travail constant, leur loyauté et leur patience tout au long de l'année.

Sincères salutations,

Steve Cotton  
Secrétaire général de l'ITF par intérim

## Chapitre 1 :

LES  
SECTEURS

1

Le rôle fondamental d'une organisation syndicale est de mener des activités d'organisation, c'est-à-dire de recruter des membres et de mettre en place des moyens efficaces leur permettant de se renforcer et d'exercer une influence en vue de la protection et de l'amélioration de leurs droits. La fonction première de l'ITF en tant que fédération internationale est de soutenir les activités d'organisation de ses syndicats affiliés en coordonnant les étapes nécessaires et les projets utiles pour accroître l'organisation et la puissance syndicales autour du globe. Suivent des exemples choisis illustrant la variété de ces activités en 2012.

2

### Mise sur pied de nouveaux syndicats indépendants dans le monde arabe

Alors que le monde arabe se transformait au niveau politique, le programme d'éducation de l'ITF a aidé les organisations syndicales de la région à réagir non seulement aux changements politiques, mais aussi aux restructurations industrielles et aux modifications des relations de travail. Dans le même temps, son objectif a été de soutenir les stratégies d'organisation des syndicats ainsi que leurs activités en vue de renforcer l'unité et la coordination au niveau national.

3

En Irak, des séminaires ont été organisés pour encourager et aider les travailleurs basés dans les ports à communiquer avec d'autres travailleurs des transports et pour les aider à informer leurs propres membres des droits syndicaux fondamentaux.

4

En Égypte, le programme s'est poursuivi dans le but de soutenir le tout premier syndicat de gens de mer (créé en 2011 avec l'aide de l'ITF) alors qu'il entamait la phase suivante de son développement. En 2012, des représentants du syndicat ont participé à un atelier afin d'en apprendre davantage sur l'organisation et l'établissement d'une force syndicale. De la même façon, les syndicats des travailleurs des terminaux APM de Port-Saïd et de Tanger ont collaboré avec l'ITF afin de renforcer les gains obtenus grâce à leur première convention collective. Le projet de l'ITF sur les travailleurs en Égypte a soutenu la création de quelques syndicats et a organisé, en décembre, des séminaires de « formation des formateurs syndicaux » dans les secteurs de l'aviation civile et du transport routier. À Beyrouth, une session de formation destinée aux membres d'équipage a débouché sur l'affiliation à l'ITF d'un nouveau syndicat indépendant égyptien.

5

### Tremblement de terre au Japon : un an après

Un an après le terrible tremblement de terre de 2011 et le tsunami qui ont dévasté la côte nord-est du Japon, coûtant la vie à plus de 15 000 personnes, le bureau de l'ITF à Tokyo a examiné des rapports d'évaluation que lui ont soumis de nombreux affiliés japonais. Ceux-ci montrent combien ces organisations syndicales ont participé aux efforts de secours et de reconstruction, directement après la catastrophe et à plus long terme, en aidant les personnes à reconstruire leur vie et leur lieu de travail. Le 11 mars, à l'occasion du premier anniversaire, les syndicats ont transmis des rapports à l'ITF sur l'efficacité des efforts internationaux, dont un don de la Fédération, en vue de dissiper les effets de la catastrophe.

6

### Nouvelle fédération nationale au Venezuela

En 2009, grâce aux efforts du coordinateur national et à l'aide d'Alicia Castro, membre du Comité exécutif de l'ITF, la région a commencé un processus d'organisation des travailleurs des transports dans différents secteurs. En novembre 2012, une réunion historique de 17 syndicats et groupes de travailleurs non syndiqués est convenue de la création de la Fédération nationale des travailleurs des transports (FBTTT) du Venezuela. Un plan d'action a été mis sur pied pour qu'elle soit opérationnelle en 2013. 23 syndicats y ont adhéré ; ils devraient être réorganisés par secteur en cinq organisations nationales dans les 12 mois. La réunion, organisée par le bureau régional des Amériques de l'ITF, avec le soutien de Francisco Torrealba (parlementaire et Président du syndicat affilié à l'ITF, FENTRAFEVE) a été le point d'orgue de plusieurs années de travail en vue de la réorganisation du mouvement syndical dans les transports. Le lancement de la nouvelle fédération était prévu pour le 1er avril 2013.

7

### Les syndicalistes africains communiquent

Deux groupes de syndicalistes africains, l'un anglophone et l'autre francophone, ont bien progressé dans l'amélioration de leurs capacités à communiquer au cours de formations sur mesure organisées au Togo en juin. Les programmes ont été conçus pour les aider à surmonter plusieurs obstacles à la communication que connaissent les affiliés de la région, principalement liés au manque d'accès aux technologies de la communication ou au manque de maîtrise de ces technologies. Les participants aux ateliers ont imaginé des outils, comme des blogs, des chaînes YouTube et des groupes de courriers électroniques. Au cours de sessions interactives, ils ont créé des comptes sur Facebook et Goglemail ; ils ont aussi été initiés à la création et à la manipulation de documents électroniques. La formation a également porté sur la conception de stratégies de communication et de campagnes et sur la façon d'utiliser les communications dans le cadre de l'organisation syndicale. Les membres de ces groupes deviendront plus tard des communicants pour l'ITF en Afrique.

8

### Mise en place de comités de coordination en Afrique lusophone

Cette année, la simplification des lois du travail au Mozambique et en Angola, obtenue en partie grâce aux syndicats, a permis la mise en place de comités nationaux de coordination dans les deux pays. L'ITF y a participé en fournissant des moyens et en coordonnant des activités de formation. Au Mozambique, le comité, déjà bien en place et uni, déployait des activités locales et internationales. Au cours de cette année, il a coordonné les efforts de syndicats travaillant ensemble à combattre les problèmes rencontrés par les travailleurs, à recruter de nouveaux membres et à faire campagne pour la sécurité routière. Il a aussi permis l'affiliation à l'ITF d'un nouveau syndicat de la pêche, SINTMAP, ainsi que de trois autres affiliés au Mozambique. En Angola, où un comité était en place et opérait dans un environnement plus difficile pour les syndicats, des activités ont continué d'être menées. Les comités dans les deux pays ont aidé à la mise en place de nouvelles structures pour les femmes et les jeunes au sein de leurs syndicats membres.

9

### L'organisation des jeunes de l'ITF

En 2012, l'ITF a publié un dossier spécial pour les jeunes pour soutenir les efforts des syndicats visant à organiser des jeunes travailleurs. Cette publication, disponible en anglais, en espagnol, en français, en arabe et en japonais, se compose d'un dépliant et d'une brochure. Le kit fournit des conseils et des directives sur l'organisation des jeunes travailleurs, et comprend des études de cas reprenant ce que certains syndicats ont fait jusqu'à présent. Ce dossier peut être utilisé seul en tant que matériel pédagogique ou pour stimuler le débat lors d'un travail en groupe. Il est possible de le télécharger en suivant ce lien : [www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/14780](http://www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/14780).

10

### Éducation pour l'avenir

Le Département de l'éducation de l'ITF, au travers d'un vaste éventail de projets et d'activités dans toutes les régions et sections de l'ITF, a poursuivi son renforcement des capacités et des aptitudes pour soutenir le développement des syndicats, de même que l'organisation. La formation, prodiguée dans le cadre des séminaires nationaux et sous-régionaux, s'est concentrée sur les capacités d'organisation et de campagnes des militants, des recruteurs et des éducateurs. S'appuyant sur le Manuel d'organisation de l'ITF, des recruteurs et des militants ont conçu des campagnes concrètes dans des entreprises ciblées.

11

Plus tôt dans l'année, le bureau régional de l'ITF pour l'Asie-Pacifique avait commissionné un exercice de mappage afin d'établir les niveaux existants de syndicalisation sur des lieux de travail dans le secteur privé des transports en Thaïlande. Ces recherches sont en partie à l'origine d'une nouvelle initiative d'organisation dans le pays, conjointement menée par l'ITF et le SASK, le Centre finlandais de solidarité syndicale (Suomen Ammattiliittojen Solidaarisuuskeskus), dont l'objectif est de remédier aux piètres niveaux de syndicalisation alors qu'augmentent les emplois occasionnels et temporaires. Dans la foulée de l'exercice de cartographie, une formation a été menée en juin pour 12 organisateurs syndicaux (11 hommes et une femme), dont 10 provenaient du secteur public et deux du secteur privé. Les recruteurs formés sont retournés sur leur lieu de travail respectif, ont établi des réseaux, ont créé des activités d'organisation et ont recruté plus de 400 nouveaux membres. De nombreux problèmes subsistent, comme un climat d'obstruction et d'intimidation de la part de la direction dans le secteur privé, un besoin d'attirer plus de femmes en tant que membres et organisateurs, et une nécessité évidente de former davantage les nouveaux organisateurs ; toutefois, avec 12 nouveaux organisateurs actifs, une nouvelle phase a commencé.

12

Au cours de l'année, l'ITF a déployé 24 projets d'éducation soutenus financièrement par les organisations LO-TCO (Suède), FES (Allemagne), SASK (Finlande), FNV Mondiaal (Pays-Bas), ACILS (États-Unis), CAW-TCA (Canada) et 3F (Danemark).

13

Le Département de l'éducation de l'ITF a soutenu de nombreux syndicats qui établissaient un lien entre le VIH/Sida et l'organisation syndicale (voir p. 25 – paragr. 118-128). L'objectif était d'aider les syndicats à renforcer leurs capacités syndicales afin d'être en mesure de concevoir des politiques sur le VIH, de négocier des conventions collectives contenant des dispositions sur le VIH/Sida, et d'imaginer des campagnes destinées à combattre la stigmatisation et la discrimination. Les activités visaient aussi à former de nouveaux éducateurs, surtout parmi les jeunes syndicalistes.

14

Le problème du changement climatique a continué d'être un des thèmes de travail du Département de l'éducation de l'ITF ; il a aussi veillé à sensibiliser les affiliés à ce propos. Pour la première fois cette année, l'ITF a organisé une formation électronique sur le changement climatique dans le cadre de l'académie du travail en ligne de l'IFWEA (Fédération internationale des Associations pour l'éducation des travailleurs). Du matériel éducatif a été produit pour soutenir le travail de l'ITF sur le changement climatique ; il peut être téléchargé à l'adresse suivante :

**[www.itfglobal.org/policy/trade-union-resources.cfm](http://www.itfglobal.org/policy/trade-union-resources.cfm)**.

15

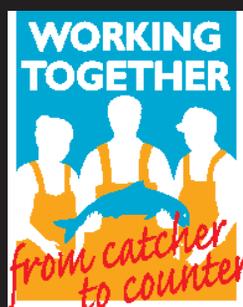
D'autres matériels d'éducation ont aussi été conçus en vue de soutenir les activités que mène la fédération dans les transports publics ; ils peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : **[www.qualitypublictransport.org](http://www.qualitypublictransport.org)**.

16

En raison de problèmes survenus dans le pays d'accueil, l'Université d'été de l'ITF n'a pas eu lieu en 2012, mais des projets sont déjà en cours pour celle de 2013, aux États-Unis.

## Chapitre 2

# 405 CAMPAGNES



## LOGISTIQUE MONDIALE

17

La réunion annuelle du réseau ITF/UNI des sociétés de services mondiaux de livraison s'est déroulée à Londres en mai et a rassemblé 100 syndicalistes représentant des sociétés multinationales de livraison. Le nombre de participants à la réunion (la plus importante du réseau) démontre l'importance croissante de ce réseau crucial de militants qui représentent des syndicats affiliés à l'ITF et à l'UNI, le syndicat mondial des travailleurs des industries des services. En tissant des liens entre les militants toutes sociétés confondues, les organisations syndicales représentant des salariés de multinationales de la livraison internationale, comme DHL, Fedex, UPS, TNT et Geopost, travaillent ensemble pour obtenir des droits et des normes pour tous les travailleurs, quel que soit leur pays ou leur statut.

18

Les syndicats mondiaux recourent de plus en plus à cette façon de travailler en solidarité dans plusieurs secteurs pour combattre des difficultés communes et accroître la force des syndicats individuels grâce à leurs liens sur le marché du travail mondialisé. En octobre, les directions de l'ITF et de l'UNI ont été rejointes par des dirigeants d'IndustriALL, un nouveau syndicat international pour les travailleurs des secteurs miniers, de l'énergie et de la manufacture, afin de rapprocher les organisations et consolider la force syndicale le long des chaînes mondiales d'approvisionnement. Il s'agissait d'une étape supplémentaire vers la mise en place d'un réseau d'alliances en pleine expansion qui a, par exemple, déjà permis à l'ITF de travailler en étroite coopération avec l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA).

# ALÉXIS FELIX SUR DHL



19

Il est probablement juste d'affirmer qu'en 2012, l'ITF a consacré plus de temps à une société mondiale de livraison en particulier, mais les transactions que la Fédération a menées avec le groupe Deutsche Post DHL étaient assez représentatives des nombreuses difficultés et possibilités des syndicats de l'ITF au moment de traiter avec des sociétés multinationales.

20

## Solidarité avec les syndicalistes de DHL Turquie

L'ITF et ses affiliés se sont unis pendant de nombreux mois pour soutenir la cause de 24 (à l'époque) membres du syndicat turc Türkiye Motorlu Tasit İşçileri Sendikası (TÜMTİS) qui avaient été renvoyés par DHL Turquie pour une série d'allégations que l'ITF estimait fausses. Pendant que TÜMTİS soutenait ses membres confrontés au système judiciaire turc, l'ITF n'a eu de cesse de faire pression sur le géant de la livraison pour permettre des négociations entre sa filiale, DHL Turquie, et le syndicat.

21

De nombreux syndicalistes du monde entier, dont certains ont réussi à rendre visite aux participants du piquet de grève devant DHL à Istanbul (ce fut notamment le cas d'un groupe de gens de mer ukrainiens y faisant escale), ont offert leur soutien moral, ont envoyé des messages de solidarité et signé une pétition, démontrant ainsi la force de la solidarité internationale pour les membres licenciés de TÜMTİS.

22

En novembre, l'ITF a publié les conclusions d'une enquête indépendante sur les licenciements qui révélait une campagne antisyndicale parfaitement orchestrée aux échelons les plus élevés de la direction. Le rapport intitulé *Aggressive and unlawful : a report into Deutsche Post DHL operations in Turkey*, commissionné par l'ITF et le Syndicat mondial UNI, a trouvé des preuves évidentes de licenciements abusifs et illégaux, de menaces et d'intimidations pour créer une atmosphère de peur dans l'entreprise. Le rapport (en anglais) peut être consulté en suivant le lien : [www.itfglobal.org/files/seealsodocs/36752/JohnLoganReport.pdf](http://www.itfglobal.org/files/seealsodocs/36752/JohnLoganReport.pdf).

23

L'intense campagne de solidarité s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année : le 12 décembre, des syndicats affiliés à l'ITF ont pris part à une journée d'action internationale pour soutenir TÜMTİS dans sa lutte pour une reconnaissance syndicale, libre de toute ingérence et sans intimidation.

24

Vers la fin du mois de décembre, le tribunal du travail a établi que DHL Turquie était responsable du renvoi des huit travailleurs dont le cas avait été porté à sa connaissance. À l'approche de 2013, l'action des syndicats ne montrait aucun signe de fatigue.

Vous pourrez en apprendre davantage sur la campagne sur DHL Turquie en visitant la page web : [www.itfglobal.org/campaigns/respectatDHLturkey.cfm](http://www.itfglobal.org/campaigns/respectatDHLturkey.cfm).



### 25 Une militante norvégienne réintégrée après une campagne de solidarité

En mars, Monica Okpe, une syndicaliste norvégienne renommée qui avait été injustement licenciée par DHL, a réintégré son poste au terminal d'Ulven de DHL, à proximité d'Oslo, après un combat de 10 mois, soutenu par l'ITF et ses affiliés, et une retentissante victoire devant les tribunaux. Mme Okpe a été défendue par son syndicat, le Norsk Transportarbeiderforbund (le syndicat norvégien des travailleurs des transports), tout au long de cette épreuve et a été soutenue par d'autres syndicats du pays. Du reste, une journée d'action internationale a également été organisée pour la soutenir dans le cadre de la Semaine d'action internationale 2011 des transports routiers de l'ITF.

### 26 DHL : Prenez vos responsabilités !

En mai, des représentants de l'ITF et de l'UNI ont pris part à l'Assemblée générale annuelle de Deutsche Post-DHL à Francfort pour rendre public un rapport commun dénonçant les violations courantes et systématiques des droits du travail dont se rend coupable la société.

27 Leur livre blanc, *Irresponsabilité d'entreprise : Dénonciation des pratiques de travail de Deutsche Post DHL*, lève le voile sur des infractions du droit à la liberté syndicale ainsi que sur le recours excessif à du personnel intérimaire, souvent payé sensiblement moins que leurs collègues salariés effectuant le même travail. Le rapport expliquait aussi que dans certains pays, comme en Colombie, au Costa Rica et en Afrique du Sud, la société avait forcé les travailleurs à se soumettre au détecteur de mensonges et que dans d'autres, comme aux États-Unis, elle faisait fi des réglementations de santé et de sécurité.

28 Publié pour coïncider plus ou moins avec la journée pour la responsabilité sociale des entreprises que DHL organise le 3 mai, le rapport révélait que ces violations étaient totalement contraires à la propre politique de responsabilité d'entreprise de DP-DHL et à son engagement envers les principes du Pacte mondial des Nations Unies, auquel le groupe a souscrit en 2006.

29 Entre-temps, l'UNI et l'ITF ont continué d'encourager DHL à conclure un accord-cadre mondial garantissant les mêmes droits fondamentaux à tous les personnels, quel que soit leur pays.

*Irresponsabilité d'entreprise : Dénonciation des pratiques de travail de Deutsche Post DHL* peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://www.respectatdhl.org/irresponsabilite-d-entreprise.html?lang=fr>.

### Alliance DHL en Inde

30 Un autre événement positif pour les salariés de DHL s'est produit en Inde au début de 2012 lorsque des dirigeants syndicaux de DHL et des membres de la base ont créé un nouveau comité de coordination, le All India Employees Coordination Council, destiné à rassembler les différents représentants du personnel de DHL du pays.

31 Cette nouvelle alliance rassemble plus de 1 000 personnes directement employées par DHL en Inde, de même que des travailleurs sous-traités et temporaires, et leur donne la possibilité de s'exprimer d'une seule voix tout en offrant à la direction un point de contact syndical unique.

32 Grâce à des séminaires et des réunions, l'ITF a aidé les membres du comité à concevoir une stratégie d'organisation syndicale pour DHL Inde. Les progrès ont été analysés lors de la première réunion du comité en juillet. Dans la foulée, des représentants de l'ITF et des militants syndicaux de DHL ont rencontré la direction pour les informer de la création du comité. Ils ont aussi abordé des points de préoccupation essentiels pour le personnel, comme le problème du transfert en 2004 de six employés de DHL de leur ville natale de Kolkata vers Delhi (et un autre transfert de Chennai vers Ahmedabad), une mesure de représailles pour avoir participé à des activités syndicales.

33 Grâce à cette réunion, la direction a accepté de retransférer certains travailleurs après huit ans de séparation avec leur famille. Elle a également décidé de participer à une deuxième réunion du comité à Mumbai, en décembre. Les sujets abordés à cette occasion incluaient le besoin de permettre aux travailleurs non syndiqués et syndiqués d'exprimer leurs revendications, la nécessité de participer davantage à des campagnes et de créer des réseaux aux niveaux national et international, et le besoin de mener constamment des recherches, des programmes d'éducation et des formations.

## PORTS DE COMPLAISANCE ET TERMINAUX MONDIAUX

**34** Les sociétés multinationales qui exploitent aujourd'hui les chaînes d'approvisionnement mondiales ont affaibli les normes de sécurité et d'autres liées au travail dans de nombreux ports de la planète. Cela survient, par exemple, lorsque des entreprises internationales tentent de maximiser leurs profits en choisissant de recourir à des ports de complaisance où la main-d'œuvre est moins chère et où elles n'ont pas à respecter des normes de santé et de sécurité ou à reconnaître des syndicats organisés.

**35** La situation s'est fortement dégradée au moment de l'apparition d'opérateurs de terminaux mondiaux qui continuent d'accroître leur part du marché mondial. Les quatre grands opérateurs de terminaux mondiaux – APM Terminals (APMT), Dubai Ports World (DPW), Hutchison Port Holdings (HPH) et PSA International (PSA) – contrôlent désormais la moitié des ports et terminaux de la planète, mais les conditions d'emploi, les protections et les taux comparatifs des salaires de leur personnel fluctuent d'un pays à l'autre. Au cours de l'année 2012, des représentants de l'ITF ont rencontré et correspondu avec DPW, APMT et PSA, en plaidant pour les droits des dockers dans tous les ports pour qu'ils puissent s'y organiser et bénéficier de conditions de travail décentes. Les trois multinationales ont accepté de collaborer avec la Section des dockers de l'ITF et l'Université de Cardiff sur une étude commissionnée par l'ITF portant sur les pratiques de santé et de sécurité au sein des opérateurs de terminaux mondiaux.

**36** L'ITF a aussi activement aidé les syndicats de dockers qui ont été confrontés à des privatisations et à d'autres problèmes découlant de la domination des opérateurs des terminaux mondiaux. Parfois, il s'est agi de travailler à améliorer les pratiques de santé et de sécurité ou de faire pression sur les ports et les armateurs pour n'autoriser la manutention des marchandises qu'aux dockers, tant pour des raisons de santé et de sécurité que pour la sécurité de l'emploi. Bon nombre de ces activités ont été bénéfiques à la campagne de l'ITF contre les ports de complaisance dans lesquels l'ITF et ses affiliés estiment que les conditions de travail ne répondent pas aux normes. Cette année, la campagne contre les ports de complaisance a connu un nouveau souffle grâce à un réseau de plus en plus important de syndicats de dockers affiliés à l'ITF représentant des travailleurs dans des ports contrôlés par des opérateurs de terminaux mondiaux. Ce réseau, en renforçant la solidarité et la puissance collective, a permis aux syndicats de dockers de faire campagne ensemble pour obtenir des normes décentes.

**37** Cette année, l'ITF a participé à des activités de formation des militants dans les principaux ports indiens de Cochin, Navi Mumbai et Chennai. Les organisations syndicales ont atteint des objectifs de syndicalisation élevés dans les terminaux de GTI et de NSICT (Navi Mumbai) et de CITPL et CTL (Chennai), et ont obtenu des avancées pour les travailleurs de la logistique du terminal ICTT de Cochin. Un important programme de formation, notamment une formation des dirigeants, a également été mené à Hong Kong où un manuel pour les organisateurs syndicaux et d'autres outils d'organisation ont été conçus.

**38** Pendant ce temps, dans la région balte, des ateliers et des formations se sont déroulés en vue de réunir les dirigeants et les membres de la base des syndicats de dockers nationaux.

**39** Au port de Newcastle, des actions ont été menées à la suite de plusieurs accidents mortels sur des navires battant pavillon de complaisance, notamment sur le Sage Sagittarius, battant pavillon panaméen et où trois membres d'équipage ont perdu la vue en six semaines, alors qu'il croisait dans les eaux australiennes (octobre).

### Victoire des dockers de Rotterdam



**40** En février, un conflit en cours à propos de négociations bloquées entre des dockers et la direction du Port de Rotterdam (Pays-Bas), opéré par APMT, s'est résolu après une série de grèves ; une vague d'actions de solidarité internationale de la part de syndicats affiliés à l'ITF a aussi permis de conclure une nouvelle convention collective. Des membres du syndicat néerlandais FNV Bondgenoten, affilié à l'ITF et à l'ETF, ont reçu des messages de soutien de la part de dockers du monde entier. Une victoire cruciale pour l'organisation syndicale a été l'obtention dans la convention, d'une garantie de sécurité d'emploi pour les travailleurs du port existant ainsi qu'au terminal qu'APMT construisait dans le nouveau port de Rotterdam, Maasvlakte 2.

**41** Au cours du conflit, plusieurs syndicats affiliés à l'ITF ont clairement annoncé qu'ils étaient prêts à user de tous les moyens légaux pour retarder les navires qui auraient été déviés de Rotterdam vers d'autres ports. Niek Stam, secrétaire national de la section des dockers de la FNV Bondgenoten, a déclaré : « Cela nous a beaucoup aidés et les soutiens ont sans aucun doute joué en notre faveur à la table des négociations. »

### Les travailleurs du port de Sokhna ont obtenu des concessions de la part de DPW



**42** En février, des syndicats affiliés à l'ITF du monde entier ont soutenu 1 200 dockers du port de Sokhna (Égypte) lors d'une grève de 10 jours qui a permis d'obtenir des indemnités approuvées par l'employeur DPW quatre mois au préalable. Au cours des négociations qui ont suivi la grève, le syndicat indépendant des travailleurs du port de Sokhna a aussi obtenu des concessions sur l'implication des travailleurs et le partage des bénéfices.

## ORGANISATION SYNDICALE CHEZ LAN

43

Cette année, l'ITF et ses affiliés ont réagi à la création d'un nouveau groupe de compagnies aériennes, LATAM, en renforçant et en étendant leur propre réseau syndical en Amérique du Sud. À la suite de cette fusion, LATAM est devenue une compagnie parente de LAN et de TAM, et de leurs filiales, comptant plus de 51 000 salariés au Chili, au Brésil, en Argentine, en Colombie, en Équateur et au Pérou.

44

Le réseau LAN de l'ITF s'est donc étendu et a été renommé « réseau LATAM » en vue d'intégrer les organisations syndicales de toutes les sociétés du nouveau groupe. Le réseau a pris beaucoup d'ampleur en 2012, tant en taille qu'au niveau de la coopération et de ses aptitudes à aider les syndicats membres, en grande partie grâce à une série de séminaires ITF parrainés par la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et soutenus par la FNV Mondiaal. Le comportement antisyndical de la compagnie a posé bien des problèmes et engendré bien des crises pour les syndicats, mais les connaissances acquises en faisant partie du réseau les ont fortement aidés. Les syndicats LAN en Colombie ont, par exemple, été informés des méthodes utilisées par la compagnie au Pérou et en Équateur pour licencier de nombreux travailleurs pendant les périodes d'organisation des salariés sur le plan syndical. Ils ont alors appliqué les leçons tirées de ces expériences pour leurs propres activités syndicales. Le réseau a aidé le syndicat colombien des personnels de cabine à organiser les mécaniciens au sein d'un tout nouveau syndicat et les a soutenus lors de la négociation d'une première convention. Du reste, il a fourni une aide aux pilotes colombiens qui devaient supporter une pression énorme de la part de l'entreprise.

45

Les syndicats LATAM ont fourni un soutien international immédiat au syndicat des mécaniciens péruviens afin d'éviter que la compagnie n'intervienne dans le choix de la direction de l'organisation. S'appuyant sur des projets conçus lors de séminaires FES, une nouvelle fédération de syndicats de l'aviation a vu le jour au Pérou. En Argentine, les syndicats ont davantage coopéré ce qui a permis d'aboutir à la première convention collective commune entre tous les syndicats LATAM et la compagnie.

Le film sur ce projet peut être visionné en suivant le lien : [www.itfglobal.org/civil-aviation/index.cfm](http://www.itfglobal.org/civil-aviation/index.cfm).

## RENFORCEMENT DE LA CAMPAGNE CONTRE LES PAVILLONS DE COMPLAISANCE

46

Une évaluation du rôle du corps d'inspecteurs de l'ITF a été menée et de nouveaux processus et procédures ont été conçus pour les aider.

47

### Lancement de la politique de Mexico

Le personnel du Secrétariat de l'ITF à Londres a participé à une série d'ateliers de formation sur mesure dans le but de mieux comprendre les principales décisions adoptées lors du précédent congrès de la Fédération à Mexico (2010), ainsi que leurs implications pour le rôle des inspecteurs. D'autres outils de communication et modules de formation relatifs à la politique de Mexico sur les pavillons de complaisance, qui soutient désormais toutes les activités que l'ITF mène dans le cadre de la campagne contre les pavillons de complaisance, ont été conçus pour sensibiliser à propos de la politique et aider les affiliés à la mettre en œuvre. Un certain nombre d'initiatives ont aussi été adoptées pour aider à améliorer les façons dont l'ITF et ses affiliés collaborent ; en voici quelques exemples.

### Première table ronde maritime : un jalon dans le fonctionnement de l'ITF



48

Une table ronde maritime qui fera date s'est déroulée en septembre 2012 et a rassemblé 200 militants, dirigeants et futurs dirigeants de syndicats de dockers et de gens de mer de 51 pays, le tout dans un environnement de travail dynamique. Cette table ronde a été organisée à Casablanca en marque de reconnaissance de l'importance grandissante du monde arabe pour le mouvement syndical des transports, de nouvelles organisations ayant vu le jour dans la foulée du Printemps arabe. L'idée de cette réunion résulte d'un examen des structures démocratiques de la campagne contre les pavillons de complaisance de l'ITF ; son objectif était d'accroître et d'améliorer l'engagement et la participation des syndicats affiliés au processus décisionnel et aux activités liés aux campagnes contre les pavillons et les ports de complaisance. L'ITF et les syndicats présents ont pleinement profité de l'occasion pour faire pression en faveur de la libération de Saïd Elhaïrech et de Mohamed Chamchat, tous deux secrétaires généraux, respectivement du Syndicat des gens de mer et du Syndicat des dockers du Maroc, affiliés à l'ITF, en prison dans le pays (voir également p. 23 – parag. 109).

## LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES DE L'INDUSTRIE DU TRANSPORT

49

Le nombre de personnes employées de façon occasionnelle qui luttent pour gagner leur vie dans des conditions précaires — et dans de nombreux secteurs — a continué de croître cette année alors que la crise financière mondiale persiste. Ces travailleurs vulnérables, dont des chauffeurs de taxi, de jeepney et de moto, des vendeurs, des travailleurs de services ferroviaires délocalisés et des artisans pêcheurs, se débrouillent souvent sans les protections octroyées par des conventions conclues avec les syndicats ou même des lois sociales ; parfois certains rejoignent des coopératives ou d'autres groupes. Dans tous les secteurs des transports, et surtout dans les pays plus pauvres, les syndicats, alors qu'ils tentaient d'organiser le secteur, ont noté l'impact du nombre sans cesse croissant de travailleurs précaires. En novembre, l'ITF a demandé au Global Labour Institute (GLI) de mener une brève enquête sur la nature et l'ampleur de l'emploi précaire dans l'industrie du transport et sur l'expérience de la syndicalisation des travailleurs informels.

50

L'étude devait aussi identifier les affiliés de l'ITF qui étaient parvenus à organiser dans le secteur informel et qui pourraient endosser le rôle de « syndicats-mentors » afin d'aider les autres à organiser sur le plan syndical, surtout les jeunes, les femmes et les travailleurs migrants (qui sont majoritaires parmi les travailleurs précaires). Au travers de cette recherche, la Fédération espère en apprendre davantage sur les lois et les règlements qui couvrent les travailleuses et les travailleurs précaires et informels, et qui pourraient affaiblir les droits de la main-d'œuvre. Le rapport devrait permettre l'identification de nouveaux exemples pour le matériel de formation de l'ITF, ainsi que des bénéficiaires potentiels d'un grand programme de formation et de soutien.





# AMÉLIORER LES CONDITIONS DES PÊCHEURS

## 51 Améliorer les conditions des pêcheurs

Le métier de pêcheur est l'un des plus précaires au monde, impliquant des conditions de travail particulièrement dangereuses et stressantes, et des emplois peu sûrs et très peu réglementés ; d'effroyables cas d'exploitation et de mauvais traitements sont régulièrement découverts dans l'industrie. De nombreux autres emplois de la pêche ne sont pas non plus réglementés, n'offrent aucune sécurité et riment avec exploitation.

## 52 Vers une protection internationale

L'une des principales tâches de l'ITF pendant l'année a été de faire pression pour la ratification de la Convention n° 188 de l'OIT sur le travail dans la pêche (2007) qui tente d'établir des normes minimales acceptables qui protègent les pêcheurs dans tous les aspects de leur métier. Malgré l'adoption de la convention, elle n'aura aucun pouvoir réel avant la ratification d'au moins 10 États Membres de l'Organisation internationale du travail. Or, à la fin de 2012, seules deux ratifications avaient été enregistrées.

53

En février, l'ITF a publié un manuel sur la Convention de l'OIT n° 188 pour aider les syndicats de pêcheurs et leurs membres à mieux la comprendre et à plaider efficacement pour sa ratification. La publication, *Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche 2007 — Guide pour les syndicats*, peut être téléchargée gratuitement en arabe, anglais, français, indonésien, espagnol et tamoul depuis la page : [www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/33050](http://www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/33050).

54

En plus d'appeler à la ratification de la convention n° 188, l'ITF a aussi continué de faire pression sur les employeurs pour qu'ils améliorent les normes dans l'industrie. L'ETF, l'antenne européenne de l'ITF, a obtenu un accord avec les organisations d'employeurs qui s'appuie sur les principes de la convention et devrait bientôt être traduit dans le droit européen. Cet accord, signé à Gothenburg (Suède), démontre un engagement commun pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des pêcheurs à bord des navires enregistrés dans les pays de l'Union européenne et ceux se présentant dans les ports européens, quel que soit leur pavillon ou la nationalité de l'équipage. Il devrait resserrer le cadre légal des États membres dont la législation nationale en matière de pêche est plus faible.

55

## Campagne « Du pêcheur au vendeur »

En 2012, l'ITF a poursuivi sa collaboration avec l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes) dans le cadre de la campagne

« Du pêcheur au vendeur », destinée à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et à accroître l'influence des syndicats représentant tous les travailleurs le long de la chaîne d'approvisionnement de la pêche, des pêcheurs en mer aux vendeurs en poissonnerie. Cette campagne, lancée en 2011, a pour objectif principal d'augmenter la représentation syndicale dans l'industrie de la pêche, mais aussi d'obtenir la ratification de la convention de l'OIT n° 188. Dans sa phase de développement, elle comportait de nombreux projets dans le monde entier et sa première année s'est concentrée sur l'accroissement du niveau de participation syndicale dans des pays comptant une grande industrie de la pêche, tant en termes d'emploi que d'importance économique pour les investissements internes et pour les marchés d'exportation.

Pour en savoir plus sur cette campagne, rendez-vous sur la page web : [www.itfglobal.org/fish/index.cfm](http://www.itfglobal.org/fish/index.cfm).

56

## Collaboration avec un gouvernement

Après des années de campagne pour obtenir une réglementation plus stricte et des nombreux efforts de notre affilié le syndicat néo-zélandais affilié MUNZ (Maritime Union of New Zealand) pour aider les membres d'équipage étrangers maltraités et exploités aux côtés de l'ITF, le gouvernement de Nouvelle-Zélande a décidé, en mai 2012, d'interdire les navires battant pavillon étranger de pêcher dans ses eaux. La décision du gouvernement, préoccupé par l'exploitation régnant sur ces navires — dans certains cas, les équipages vivent dans des conditions proches de l'esclavage — impliquait que tous les bâtiments dans ses eaux devaient battre pavillon néo-zélandais, accordant ainsi aux équipages la protection des normes du travail nationales.

57

## Organisation syndicale pour le changement

L'objectif de l'ITF d'accroître le nombre de membres et l'influence des syndicats dans l'industrie de la pêche a induit de nombreuses recherches en 2012 sur les niveaux existants de syndicalisation et des accords. Ces activités ont notamment impliqué des recherches sur le terrain et des ateliers au Chili, en Égypte, en Norvège, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pérou, en Espagne et aux Philippines en vue de cartographier l'industrie et de renforcer les compétences nécessaires à l'organisation et à la négociation. Dix-sept inspecteurs maritimes de l'ITF ont aussi reçu une formation relative à la Convention n° 188 de l'OIT et à l'organisation des chaînes d'approvisionnement pour soutenir cette initiative.

58

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la campagne était à une étape plus avancée, les efforts de syndicalisation ont porté leurs fruits en réunissant des milliers de nouveaux membres

**« La Convention de l’OIT sur le travail dans la pêche 2007 vise à ce que les pêcheurs du monde entier bénéficient de conditions minimales décentes de travail et de vie. Nous sommes convaincus qu’il est essentiel que davantage de pays la ratifient et les syndicats de pêcheurs ont ici un rôle important à jouer en les y persuadant. »**

Jon Whitlow, Secrétaire de la Section de la pêche de l’ITF



Campagne « Du pêcheur au vendeur », en collaboration avec l’UITA (voir parag. 55)

au sein de l’organisation PNGMYWU, affiliée à l’ITF, augmentant d’autant l’influence du syndicat et permettant d’avancer vers la reconnaissance et des conventions collectives dans cinq des huit sociétés basées là-bas.

59

#### Soutien aux familles des pêcheurs disparus

En janvier, l’ITF a offert son soutien aux familles de cinq pêcheurs ayant trouvé la mort alors que leur navire avait sombré. Les hommes, trois Égyptiens et deux Irlandais, ont été portés disparus le long des côtes irlandaises (County Cork) après le naufrage du chalutier Tit Bonhomme, battant pavillon irlandais, lors d’une tempête. La Fédération est parvenue à mettre en contact les familles des pêcheurs égyptiens avec son affilié dans le pays, le Syndicat général des gens de mer d’Égypte, qui les a soutenues sur place.

60

#### Dénonciation de cas de servitude

En juin, l’ITF s’est jointe au syndicat mondial UNI Global Union pour soutenir une pétition exigeant que le géant de la distribution Walmart enquête sur des suspicions de graves infractions dont se seraient rendus coupables certains de ses fournisseurs de poissons en Thaïlande. Cette pétition a été rédigée après avoir reçu des échos de révolte dans une usine de transformation de crevettes du pays où des travailleurs étrangers se seraient fait confisquer leur passeport et dont les salaires auraient été réduits, engendrant ainsi des dettes et une relation de servitude envers l’usine. Diffusée via les réseaux des deux organisations syndicales, la pétition a récolté plus de 100 000 signatures. Les travailleurs ont récupéré leur passeport et ont pu rentrer dans leur pays d’origine.

# JEUNES TRAVAILLEURS DES TRANSPORTS



*« Certains pensent que parce que nous sommes jeunes, nous n'avons pas beaucoup à apporter, mais de nombreux jeunes travailleurs autour du monde s'engagent dans des combats remarquables, et les remportent ! Cependant, au-delà des histoires à partager, ce qui est plus important ce sont les solutions qu'ils apportent pour aider leurs camarades à travers le monde. C'est une source d'inspiration permanente pour moi. »*

Travis Harrison, Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile (CAW-TCA), coprésident de la Conférence des jeunes travailleuses et travailleurs des transports de l'ITF, septembre 2012



61

Un nombre impressionnant de jeunes militants — 120 jeunes issus de 54 syndicats de 28 pays — ont élaboré des plans d'action pour l'économie, l'environnement, le travail précaire et le renforcement des syndicats lors de la première Conférence des jeunes inter-congrès de l'ITF qui s'est déroulée à Montréal (Canada), en septembre 2012. Il s'agissait du plus grand, mais pas de l'unique, rassemblement progressiste de jeunes membres de l'ITF en 2012. D'autres réunions ont en effet eu lieu dans le monde arabe, où des jeunes ont voulu participer aux changements et aux réponses apportées aux problèmes apparus dans la foulée du Printemps arabe. Un autre rassemblement a eu lieu en Russie et a regroupé des jeunes étudiants des chemins de fer dans le but de souligner l'importance d'entrer en contact avec des jeunes avant ou juste au moment où ils entament leur vie professionnelle.

62

En novembre, 28 participants d'Australie, du Bangladesh, d'Inde, d'Indonésie, du Népal, des Philippines, de Singapour et de Taïwan se sont rendus à Bangkok pour le premier séminaire ITF destiné aux jeunes et aux femmes de la région Asie-Pacifique. Ils ont discuté des problèmes qu'ils rencontrent et ont partagé leurs expériences et leurs idées en tant que femmes et jeunes syndicalistes. Ils ont appris différentes démarches à essayer en vue d'accroître la participation des femmes et des jeunes au sein de leur syndicat grâce à la mise en réseau et à l'organisation sur le plan syndical. Du reste, ils ont discuté de modules issus des manuels de l'ITF sur l'organisation et les campagnes, et des idées ont été avancées sur les façons de s'en servir dans les entreprises de transport afin d'organiser et de mobiliser les jeunes et les femmes.

63

### Conférence des jeunes travailleuses et travailleurs des transports de l'ITF

Le programme pour les jeunes travailleuses et travailleurs des transports a débuté en 2006 et la Conférence de Montréal (Canada) était la troisième planifiée par les jeunes syndicalistes de l'ITF, et la première organisée indépendamment des Congrès de l'ITF ayant lieu tous les quatre ans. Les délégués (41 % étaient des femmes) ont passé trois jours à envisager différentes approches pour renforcer l'internationalisme et mobiliser la solidarité mondiale, en ayant conscience des difficultés qui touchent plus spécifiquement les jeunes comme la crise économique, le manque d'emplois décents et le réchauffement climatique. Ils ont discuté des enjeux syndicaux propres aux jeunes, comme le besoin de sensibiliser les jeunes travailleurs à propos de ce que les syndicats ont fait pour eux et d'augmenter le niveau de représentation des jeunes aux réunions et dans les instances décisionnelles.

Vous pouvez également consulter le blog des jeunes travailleurs de l'ITF : [www.itfglobal.org/youngworkersblog](http://www.itfglobal.org/youngworkersblog).

64

### S'adapter pour permettre le changement

La Conférence des jeunes travailleurs qui a eu lieu à Amman (Jordanie), en mars, a réuni 31 syndicalistes de 11 nations arabes, dont l'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, l'Irak, le Liban et le Yémen. Ils ont reconnu le besoin pour les syndicats de se concentrer sur l'engagement des jeunes pour répondre aux enjeux régionaux et internationaux, et ont demandé aux syndicats d'accorder la parole aux jeunes. Ils ont décrit le rôle central qu'ils avaient joué dans les récents changements politiques survenus dans leurs pays et la contribution vitale qu'ils devaient apporter. Selon eux, les syndicats doivent reconnaître leur rôle et « s'adapter pour prendre la tête du changement ».

65

### Séminaire pour les jeunes à Beyrouth : pleins feux sur l'organisation

En octobre, des jeunes syndicalistes du monde arabe se sont réunis lors d'un séminaire ITF/FES pour les jeunes organisé à Beyrouth. Il s'agissait d'analyser en profondeur et de porter un regard critique sur les changements sociaux survenus dans le monde arabe et d'examiner la nécessité de construire et de renforcer les syndicats en augmentant la participation des jeunes. S'appuyant sur le manuel de l'organisation de l'ITF, les participants se sont concentrés sur les problèmes des jeunes sur le lieu de travail et sur la façon dont les employeurs et les gouvernements pourraient réagir à leurs campagnes d'organisation. Décidé à construire un réseau des jeunes travailleurs de l'ITF dans la région arabe, le groupe a décidé de recourir aux médias sociaux pour communiquer. Ils sont aussi convenus de collaborer en matière d'organisation syndicale et sur d'autres thèmes, et de faire preuve de solidarité le cas échéant.

### Des participants au séminaire de Beyrouth

*« Nous savons que des changements se préparent, comme la privatisation, et nous devons être prêts à organiser des jeunes travailleurs ayant des emplois peu sûrs au sein d'entreprises privées. Les jeunes sont animés par la passion, pas seulement par la peur. Ils veulent du changement et ils veulent que leurs problèmes professionnels soient résolus. Qu'ils aient des emplois temporaires ou permanents, dans le secteur public ou privé, les syndicats doivent être là pour eux. »*

66

### Le syndicat russe des cheminots se concentre sur les jeunes

En février, des étudiants des universités qui assurent la formation du personnel travaillant dans les chemins de fer de toute la Russie se sont réunis à Saint-Petersbourg à l'occasion d'une réunion annuelle destinée à recruter et à encourager de jeunes syndicalistes. L'événement « Étudiant – dirigeant syndical fort », organisé tous les ans par l'affilié de l'ITF ROSPROFZHEL, offre une occasion aux jeunes qui travailleront sur le réseau ferré russe de partager leurs expériences, d'en apprendre plus sur le syndicalisme et de visiter des sociétés ferroviaires. ROSPROFZHEL a été l'un des premiers syndicats à rejoindre le Comité directeur des jeunes de l'ITF. Les étudiants de ces universités représentent environ 7 % de ses membres.

## LES TRAVAILLEUSES DES TRANSPORTS



**« Le leadership ne concerne pas forcément le sommet de la hiérarchie syndicale. Avec les compétences et la motivation nécessaires, on peut être une dirigeante performante à tous les niveaux. Certaines des femmes ici présentes sont secrétaires générales, d'autres viennent tout juste de rejoindre le mouvement syndical, mais elles sont toutes animées de la même volonté de faire évoluer les travailleuses et de rendre leurs syndicats plus forts. »**

Alison McGarry, Coordinatrice des travailleuses des transports de l'ITF, lors de la formation sur le leadership et le renforcement des compétences

67

Les initiatives ciblées que l'ITF et ses affiliés ont menées en 2012 ont poussé de nombreuses femmes à occuper des postes de direction et à endosser pour la première fois des rôles stratégiques au sein des syndicats des transports. Vers la fin de l'année, un programme spécial de formation au leadership que l'ITF avait lancé en 2011 avait permis la formation de 98 femmes, dont 14 membres du Comité des femmes. Le programme *Leading Change* (Mener le changement) a été conçu avec le Harvard Labor and Worklife Programme et devait être mené lors d'événements régionaux d'affiliés de l'ITF en

2013. L'objectif de la formation, qui compte aussi un système de mentorat, est d'aider les femmes syndicalistes à identifier les compétences qu'elles possèdent pour devenir des dirigeantes plus fortes et plus efficaces à tous les niveaux.

68

En avril, une réunion de planification stratégique a eu lieu à Esher (Royaume-Uni) et a rassemblé 42 syndicalistes de différents pays et secteurs des transports pour qu'elles puissent renforcer leurs compétences de leadership et envisager les prochaines étapes de la campagne en vue d'accroître la participation des femmes au mouvement syndical. Vous pouvez visionner un film sur les femmes dirigeantes, incluant des extraits de la réunion, sur : <http://www.youtube.com/watch?v=0348lvgGXeU>. Une série de matériels de formation conçus dans le cadre du programme *Leading Change* seront publiés en décembre 2013.

69

### Grandes étapes dans l'organisation syndicale

Cette année, le Département des femmes de l'ITF a mené des campagnes spécifiquement axées sur l'organisation des femmes, dont un projet d'organisation mondial dans la télévente et une campagne-pilote en vue de syndiquer des centres d'appel en Afrique du Sud. Dans le même temps, il a veillé à ce que les travailleuses des transports participent aux activités générales d'organisation syndicale que l'ITF a déployées dans tous les secteurs et qu'elles soient reprises comme cibles de ses campagnes.

70

Par exemple, en juillet, la Section de l'aviation civile de l'ITF a adopté un nouveau programme pour la formation d'un groupe de militants pour la région Asie-Pacifique qui pourraient devenir des organisateurs syndicaux. Dans le cadre de ce projet, elle a demandé aux syndicats qu'ils désignent des femmes et des jeunes pour participer à ce groupe. Du reste, suivant toujours cette même stratégie régionale, la section a conçu une campagne d'éducation et d'organisation ciblée au sein de laquelle la question de l'égalité hommes-femmes constitue une priorité.

71

### Non à la violence à l'égard des femmes

Combattre la violence faite aux femmes est resté l'une des principales priorités du programme des femmes de l'ITF qui s'est attelé à la publication d'un nouveau manuel, *Guide d'action de l'ITF sur la violence à l'égard des femmes*. Ce guide, qui met en lumière le travail mené par les organisations syndicales pour réduire le nombre d'attaques que subissent les travailleuses des transports, tant au travail qu'à la maison, dans un contexte d'austérité sévère, propose diverses stratégies de lutte contre la violence adoptées par les syndicats de l'ITF. Il devait être publié en juillet 2013.

72

Partout dans le monde, les affiliés de l'ITF ont continué de faire campagne à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et l'ITF a annoncé une hausse des soutiens à la campagne « Ruban blanc », qui rassemble des hommes de toute la planète pour mettre un terme à la violence des hommes contre les femmes. En outre, des résolutions adoptées par le Comité exécutif de l'ITF, par les conférences maritimes et par la Conférence régionale d'Asie-Pacifique ont réitéré le caractère prioritaire de la campagne de l'ITF contre la violence.

73

Lors de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, des membres du Comité des femmes de l'ITF ont fait campagne aux côtés de la CSI pour que l'ONU adopte des normes plus exigeantes à propos de la violence à l'égard des femmes.

74

En 2013, les affiliés de l'ITF ont célébré la Journée internationale de la femme en organisant des campagnes locales et régionales. L'ITF a fourni des affiches et des autocollants à plus de 80 affiliés.

75

### Renforcer la position des femmes marins

En juin 2012, les participants à la réunion du Comité des gens de mer et des pêcheurs de l'Asie-Pacifique de l'ITF à Djakarta (Indonésie) ont souligné les difficultés que rencontrent les femmes marins, en reconnaissant le besoin urgent d'accroître la représentation des femmes dans les emplois maritimes en vue d'augmenter leur influence. Alors que le nombre de femmes employées en mer, notamment sur des navires de croisière, augmente et que de plus en plus de femmes sortent diplômées des académies maritimes, elles ne représentent toujours que moins d'1 % du nombre total de gens de mer dans la région, estimé à 1,25 million de personnes.

76

Pourtant, l'expérience montre que lorsque quelques femmes franchissent le pas, d'autres suivent. Tel était l'espoir des cinq femmes (sur les 22 participants) présentes à l'atelier pour les marins syndicalistes qui s'est déroulé à Alexandrie (Égypte) en septembre. Aux côtés des hommes, elles ont appris et mis en pratique de nouvelles compétences qui devraient les aider à prendre part plus efficacement aux négociations collectives.

77

Le *Guide des meilleures pratiques à l'intention des femmes du secteur maritime* — a été publié en anglais cette année et devait être traduit dans d'autres langues. Il est désormais disponible dans trois langues : [www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/39317](http://www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/39317).

78

La création du réseau des travailleuses des transports en Égypte, qui devait être lancé en 2013, a été un événement important.

79

De la même façon, la première promotion entièrement féminine d'étudiantes parrainées par l'ITF inscrite à l'Université maritime mondiale (voir ci-dessous) a aussi été un fait marquant.

### Nouvelle promotion à l'Université maritime mondiale



De gauche à droite : Franka Foncham, Rezky Hamza, Alina Prylipko, Magdalene Ofori Addai and Kataki Ofa Qarase

80

En octobre, cinq femmes, composant la première promotion entièrement féminine d'étudiantes parrainées par le Seafarers' Trust de l'ITF, se sont inscrites aux cours de l'Université maritime mondiale (UMM) établie par l'OMI. Le Trust parraine des étudiants de l'Université maritime mondiale à Malmö (Suède) depuis 1987.

81

### suite...

Une des étudiantes était Kataki Ofa Qarase, du département de formation portuaire et marine de l'Université nationale de Fidji à Suva. Capitaine de navire et conférencière en sciences nautiques, elle étudiait la sécurité maritime et l'administration environnementale. Les autres étudiantes étaient Franka Foncham du ministère du transport du Cameroun, qui étudiait la marine marchande et la gestion portuaire ; Rezky Hamza de l'Agence nationale indonésienne de la marine marchande, qui suivait ce même cours ; Alina Prylipko de l'inspection ukrainienne pour la formation et la certification des gens de mer, qui s'était inscrite dans un cours d'éducation et de formation maritimes ; et Magdalene Ofori Addai de l'Autorité maritime du Ghana, qui étudiait le droit et la politique maritimes.

82

### Atelier pour les femmes au port de Mumbai



83

En juillet, environ 120 travailleuses portuaires ont participé à un atelier à Mumbai (Inde) en vue de répondre aux problèmes constants sur les lieux de travail comme le manque de salles de repos et le besoin de plus de flexibilité au niveau des emplois du temps pour les responsabilités familiales. Cet atelier était organisé par le Transport & Dock Workers' Union, syndicat affilié à l'ITF.

84

Son secrétaire et coordinateur du programme, Kalpana Desai, qui est également coordinateur de la campagne contre les ports de complaisance en Inde, a déclaré : « Notre syndicat s'engage à faire des points évoqués des enjeux prioritaires à Mumbai et ailleurs, ce qui est une très bonne chose pour les travailleuses. »

## LUTTE POUR UN TRANSPORT DURABLE

### 85 Justice climatique

L'ITF et ses syndicats affiliés ont pris les devants en reconnaissant qu'ils avaient un rôle à jouer pour parvenir à une transition juste vers un système de transport durable. De leur point de vue, un tel système doit s'orienter de façon intentionnelle vers des normes environnementales plus strictes tout en s'appuyant sur des emplois sûrs, de bons salaires et des conditions de travail décentes.

86

Lors de son Congrès de 2010, l'ITF et ses affiliés se sont engagés à définir les principales transformations requises dans les transports et dans la société tout entière pour opérer un changement vers une économie durable à faible émission de carbone. Certaines activités menées pour atteindre ces objectifs sont décrites ci-dessous.

### Rio+20 et l'Assemblée syndicale sur le travail et l'environnement



87

Juste avant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, des délégués de l'ITF d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique se sont réunis à Rio à l'occasion d'une Assemblée syndicale spéciale sur le travail et l'environnement.

88

Les représentants des syndicats ont adopté une déclaration ambitieuse, exigeant que les gouvernements et les entreprises prennent des décisions difficiles tout en prenant leurs propres responsabilités. Pour remplir ses fonctions, ils sont convenus que le mouvement syndical international devait jouer « un rôle décisif dans la lutte pour un modèle de développement alternatif pour nos sociétés, fondé sur les besoins des gens, sur la solidarité, sur la démocratie économique et sur une juste distribution des richesses ».

89

Dans ce combat, ont-ils encore ajouté, le mouvement syndical international doit « utiliser sa capacité organisationnelle et son expérience dans les luttes du passé afin de former un mouvement fort et organisé à l'échelle mondiale, de sorte à veiller à ce que les gouvernements et les entreprises réticents à agir prennent les mesures appropriées pour faire face au changement climatique et le freiner ».

90

Ils ont ainsi exigé que les pays riches et pollueurs paient plus de taxes et ont demandé que davantage de gouvernements adoptent la taxe sur les transactions financières (également connue sous le nom de « Taxe Robin des bois ») afin d'obtenir des recettes des marchés conclus dans le secteur financier pour permettre des projets de développement durable. Ils ont aussi décidé qu'il fallait une plus grande reconnaissance du lien entre les politiques publiques et leurs effets sur le changement climatique, et qu'une plus grande participation des syndicats et de la société aux processus décisionnels s'imposait.

91

La déclaration a été transmise aux participants de la Conférence officielle Rio+20 et est consultable à l'adresse [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/assemblyresolution\\_fr\\_tc\\_-\\_514.pdf.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/assemblyresolution_fr_tc_-_514.pdf.pdf)

92

### Réseau des Caraïbes sur le changement climatique

Les syndicats de l'ITF des Caraïbes ont créé un réseau sur le changement climatique à l'occasion d'un séminaire que la Fédération a organisé sur ce thème à la Barbade en octobre ; 30 personnes issues de toute la région y ont participé. L'objectif du réseau est de les aider à échanger des informations, à avoir accès à du matériel d'éducation et de formation, et de concevoir des campagnes autour des enjeux qu'engendre le changement climatique.

93

Au cours du séminaire, les participants ont partagé leurs expériences relatives aux changements météorologiques et à leurs effets négatifs sur la santé, l'agriculture, la pêche et dans d'autres domaines. Le potentiel en termes « d'emplois verts » dans les transports en commun et les véhicules plus sobres en énergie a également été au centre des échanges.

94

Au cours du séminaire, Delia Cuffy-Weekes, du Syndicat dominicain des services publics, a interrogé des participants pour un programme radio que vous pouvez écouter en suivant le lien : [www.itfglobal.org/policy/policy-3591.cfm](http://www.itfglobal.org/policy/policy-3591.cfm).

95

### Engagement du gouvernement lors d'un atelier dans la région Pacifique

Le premier atelier de l'ITF sur le changement climatique dans la région Pacifique s'est tenu en septembre, à Kiribati. À cette occasion, le gouvernement national s'est engagé à travailler avec des syndicats de gens de mer pour atténuer les effets du réchauffement climatique. Des gens de mer de syndicats affiliés à l'ITF, le Kiribati Islands Overseas Seafarers' Union (KIOSU), le Fiji Maritime Workers' Association et le Tuvalu Overseas Seafarers' Union, de même que des représentants gouvernementaux et des délégués d'un groupe de défense de l'environnement ont participé au séminaire.

96

En tant que nation insulaire composée de 33 atolls de faible altitude, Kiribati est particulièrement vulnérable face à l'élévation du niveau de la mer. Du reste, les activités des gens de mer participent de façon exceptionnelle à l'économie de l'État. Lors de la réunion, les représentants gouvernementaux ont annoncé qu'ils collaboreraient davantage avec les membres de KIOSU et les consulteraient à propos des initiatives d'adaptation.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur la page : [www.itfglobal.org/climate\\_change\\_blog/?p=245](http://www.itfglobal.org/climate_change_blog/?p=245).

97

### Ports durables

Engagée à réagir aux défis du changement climatique, l'ITF a préparé un document d'information sur les problèmes environnementaux, qu'elle a soumis à ses affiliés du secteur maritime, et a commissionné un examen des questions environnementales et de durabilité dans les ports. Le document a été présenté pour la première fois lors de la Conférence maritime africaine de l'ITF qui s'est tenue en octobre à Madagascar et qui a rassemblé des syndicats de dockers pour discuter du changement climatique et d'autres questions environnementales dans les ports. Dans les mois qui ont suivi, des groupes devaient être mis en place dans d'autres régions de l'ITF pour discuter de la durabilité des ports ; les idées et expériences des affiliés pourraient ainsi être partagées et former la base des futures politiques et stratégies d'action.

98

Les participants à la conférence de Madagascar ont identifié un nombre de problèmes environnementaux communs aux ports africains, notamment la piètre qualité de l'air, les émissions des navires et la poussière des marchandises. Dans plusieurs cas, les travailleurs ne disposaient pas d'équipement de protection et de sécurité ou devaient les acheter eux-mêmes.

99

L'ITF a mené d'autres activités sur le changement climatique, dont des recherches et l'élaboration de politiques, ainsi que des programmes d'éducation. Un réseau d'affiliés s'est activement mis à discuter du changement climatique et à faire campagne dans ce domaine. Vous trouverez davantage de détails à l'adresse : [www.itfglobal.org/policy/climatejustice.cfm](http://www.itfglobal.org/policy/climatejustice.cfm).

100

### Des services publics de qualité

L'ITF participe à une initiative conjointe de syndicats mondiaux visant à promouvoir des services publics de qualité (SPQ) dans l'objectif de renforcer l'unité du mouvement syndical en matière de promotion, d'amélioration et d'accès aux services publics. Cette initiative conjointe a été lancée en octobre 2010. Vous trouverez davantage d'informations à l'adresse : [www.qpsactionnow.org](http://www.qpsactionnow.org).

101

En 2012, la Fédération a soutenu le principe d'une taxe mondiale sur les transactions financières (ou taxe « Robin des bois ») et des personnes de référence ont été désignées pour accroître la collaboration entre les Fédérations syndicales internationales en vue de la promotion de services publics de qualité. Au cours de la période examinée, l'ITF a participé à des actions communes menées à propos de la taxe sur les transactions financières, notamment à Chicago (Sommet du G8 en mai 2012), à Rio (Rio+20, Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012) et à Washington DC (Conférence internationale sur le Sida en juillet 2012).

102

Le 23 juin 2012, des syndicats membres de l'ITF représentant les travailleuses et les travailleurs des transports de voyageurs ont pris part à la Journée mondiale des services publics en attirant l'attention sur la campagne en faveur de services publics de qualité. En juillet, l'ITF a financé un atelier en Thaïlande sur la planification stratégique de la campagne sur les services publics de qualité. Il a rassemblé des dirigeants et militants syndicaux représentant l'ITF et plusieurs autres syndicats mondiaux, comme UNI, l'UITA, l'ISP, IndustriAll, l'IE et l'IBB, de même qu'un groupe d'alliance de travailleurs.

103

Un partenariat de recherche sur les transports urbains de qualité, auquel participent l'ITF et Public World, une agence de soutien du développement durable, avec le soutien de la FES, a mené au lancement, en août 2012, d'un site web spécial : [www.qualitypublictransport.org](http://www.qualitypublictransport.org).

## Chapitre 3 :

# PROGRÈS AU NOUVEAU DES NORMES ET DES DROITS FONDAMENTAUX



## SOUTIEN AUX DIFFÉRENTES LUTTES

104

De nombreuses histoires déjà mentionnées dans le présent rapport montrent que dans bien des cas il est nécessaire de mener la lutte pour les droits syndicaux au niveau le plus bas, lorsque des travailleurs vulnérables sont cruellement exploités, maltraités et sous-payés, et lorsque de nombreux militants syndicaux dans tous les secteurs des transports sont toujours intimidés ou licenciés pour avoir osé appartenir à une organisation syndicale. Les témoignages ci-dessous illustrent d'autres activités menées par l'ITF et ses syndicats affiliés en 2012 pour faire progresser les normes et les droits fondamentaux du travail pour les travailleurs des transports du monde entier.

### Combattre l'oppression au Swaziland



105

Alors que les autorités et la monarchie du Swaziland sont depuis longtemps connues pour les graves infractions au droit fondamental de la main-d'œuvre de former des syndicats, les organisations syndicales nationales ont pourtant annoncé une détérioration de la situation des droits humains et syndicaux en 2012 : la centrale nationale a été interdite et radiée, des manifestations de syndicats ont été violemment réprimées et des dirigeants du syndicat affilié à l'ITF, le Swaziland Transport and Allied Workers' Union (STAWU), ont été arrêtés en juillet.

106

En réaction, la Conférence africaine des transports routiers, qui se tenait quelques jours plus tard à Durban, a adopté une résolution d'urgence pour soutenir les travailleurs et travailleuses du Swaziland. À la demande de l'ITF et d'autres organisations syndicales internationales, la CSI, l'ISP et l'IE (qui soutenaient leurs propres affiliés dans le pays), LabourStart a lancé une campagne électronique le 7 août. Six semaines plus tard, plus de 5 600 messages de protestation du monde entier avaient été reçus.

107

Pour autant, le gouvernement du Swaziland n'a pas fait preuve de clémence face à ces protestations. Joseph Katende, Secrétaire régional de l'ITF pour l'Afrique, a déclaré : « On dénombre de plus en plus de dictateurs résolument radicaux en Afrique qui ont depuis longtemps perdu tout sentiment de honte et qui ne semblent pas s'émouvoir de campagnes de dénonciation. C'est pour cette raison qu'il faut prévoir et renforcer des actions stratégiques visant les chaînes d'approvisionnement de ce pays enclavé. »

Pour en savoir plus :

[www.itfglobal.org/solidarity/Swaziland.cfm](http://www.itfglobal.org/solidarity/Swaziland.cfm).

108

### Défis syndicaux complexes au Maroc

Tôt dans l'année, l'ITF a lancé une campagne pour le rapatriement et l'indemnisation de gens de mer abandonnés lorsque des travailleurs, membres de l'Union marocaine du travail, un syndicat affilié à l'ITF, ont été abandonnés dans des ports marocains, espagnols et français alors que leur employeur, la société de ferries Comarit-Comana éprouvait des difficultés financières. Après sept mois d'épreuves, tous les gens de mer abandonnés ont été rapatriés, mais des efforts sont toujours en cours pour qu'ils obtiennent les salaires dus.

109

Néanmoins, cette histoire a soulevé d'autres problèmes tout aussi graves pour l'ITF et son affilié, puisque deux dirigeants syndicaux qui avaient soutenu les équipages abandonnés ont été arrêtés et écroués. Il est apparu que les deux dirigeants syndicaux avaient été arrêtés pour de faux motifs liés à la campagne de solidarité dans le cadre de laquelle des grèves de solidarité avaient été menées par les dockers des ports marocains et un grand rassemblement de travailleurs maritimes avait été organisé en Espagne. L'ITF et l'UMT ont réagi en rendant cette affaire publique et en faisant pression sur les autorités pour qu'elles relâchent les deux hommes, Saïd Elhairech et Mohamed Chamchati. M. Elhairech s'est directement adressé aux participants d'une table ronde maritime organisée à Casablanca en septembre (voir également p. 11 paragr. 48) dans un message enregistré depuis sa cellule. Il a été relâché quelques jours plus tard et toutes les charges contre lui ont été abandonnées. Mohamed Chamchati a lui été libéré en novembre.

*En février 2013, le personnel de l'ITF et ses affiliés ont été choqués et attristés d'apprendre les condamnations de Saïd Elhairech et de Mohamed Chamchati à 12 et 30 mois de prison respectivement.*

110

### La campagne pour que justice soit rendue aux syndicalistes iraniens prend de l'ampleur

Alors qu'elle mène depuis longtemps une campagne pour que justice soit rendue aux travailleurs iraniens, l'ITF a intensifié ses actions de pression en 2012 pour la libération de Rezi Shahabi, trésorier du Syndicat des agents de la société de bus de Téhéran et banlieues, affilié à l'ITF. Amnesty International a également lancé une action urgente pour défendre Rezi Shahabi, détenu dans la prison Evin à Téhéran depuis juin 2010 et condamné à six ans de prison en avril 2012, et a dénoncé l'arrestation d'une autre figure du syndicalisme iranien, Zabiholla Bagheri. En avril 2012, l'ITF a appris la libération d'Ebrahim Madadi, Vice-président du syndicat des agents de la société de bus de Téhéran et banlieues. Arrêté en août 2007 et relâché en décembre 2007, Ebrahim Madadi avait à nouveau été écroué en décembre 2008. Libre en décembre 2011, il avait été ré-arêté peu de temps après.

111

En juin, après avoir appris que 60 travailleurs avaient été battus et arrêtés à la suite d'une descente lors d'une réunion destinée à discuter du syndicalisme dans la ville de Karaj, le Secrétaire de la Section des transports internes de l'ITF, Mac Urata, a annoncé : « Le mouvement syndical et les organisations de défense des droits de l'homme n'auront de cesse de réclamer la libération de tous ces prisonniers de conscience et la liberté d'expression des travailleurs en Iran, ainsi que le droit à la création d'organisations de travailleurs démocratiques et indépendantes. »

112

### Retour en Birmanie d'un leader syndical exilé

Alors que des changements politiques annonçaient l'ouverture de la Birmanie et davantage de tolérance, l'ITF a activement œuvré en 2012 pour le retour du Syndicat des gens de mer de Birmanie (SUB). Le syndicat, qui fonctionne en exil depuis 1991, avait indiqué son souhait de rentrer dans son pays natal et de participer à la mise en place d'une nation démocratique en organisant les gens de mer et en créant un syndicat véritablement démocratique destiné à les représenter et à protéger leurs intérêts.

113

En septembre, saluant le retour en Birmanie de Maung Manung, syndicaliste vétérinaire et Secrétaire général de la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB), qui vivait en exil à Bangkok depuis 30 ans, le Secrétaire général de l'ITF, David Cockcroft, a déclaré :



**« L'ITF soutiendra la création de syndicats en Birmanie, en particulier pour les gens de mer, les dockers, les cheminots et les travailleurs des transports routiers, du tourisme, de la pêche et de la logistique. »**

# LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA



Réseau de travailleuses et travailleurs séropositifs : à Mombasa (Kenya), le premier réseau africain de travailleurs des transports séropositifs a vu le jour cette année (paragr. 125).

114

## Un programme inédit

L'ITF, soutenue par l'organisation néerlandaise FNV Mondiaal, lutte depuis 12 ans contre le VIH/Sida dans le secteur des transports. En 2012, la Fédération a demandé une évaluation externe de ses activités dans le domaine afin d'identifier les bonnes pratiques et les enseignements tirés pour guider les orientations futures.

115

Les examinateurs ont établi que le programme de l'ITF avait été novateur et efficace, et était parvenu à remplir ses principales fonctions, à savoir l'exemple, la communication, l'éducation, la représentation et l'action. Ils ont surtout salué la façon dont les activités relatives au VIH/Sida avaient été intégrées aux structures et aux activités des syndicats affiliés, y compris aux principales fonctions syndicales de négociation collective et d'organisation. Le rapport d'évaluation précisait que l'engagement envers le VIH/Sida avait remotivé et renforcé plusieurs syndicats, et avait même accru le nombre de leurs membres.

116

Les examinateurs ont souligné les nombreuses leçons qui pourront être appliquées à l'avenir et ont recommandé que l'ITF maintienne son programme de lutte contre le VIH/Sida aussi longtemps que nécessaire. L'ITF a volontiers entériné cette recommandation en rendant permanent le poste de Coordinateur pour le VIH/Sida et, en dépit d'une diminution des fonds, les sections ont poursuivi leurs activités avec les affiliés pour veiller à ce que les projets liés au VIH/Sida soient financés.

Il est possible de télécharger intégralement le rapport en suivant le lien : [www.itfglobal.org/HIV-Aids/evaluation-report.cfm](http://www.itfglobal.org/HIV-Aids/evaluation-report.cfm).

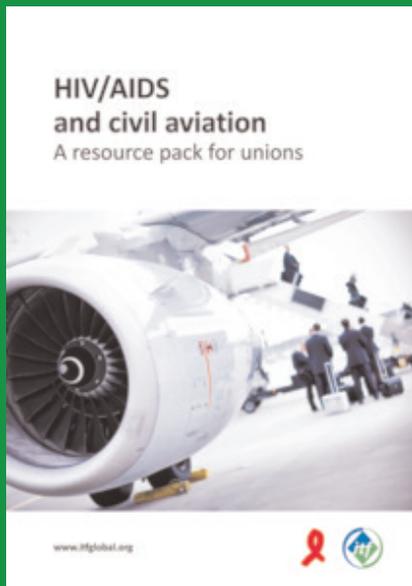
## Cadets de la Marine au Mexique et le VIH : message reçu



117

En juin, le Seafarers' Trust de l'ITF a financé une conférence spéciale sur le VIH/Sida destinée aux cadets diplômés d'une école de marine marchande dans le port mexicain de Veracruz ; elle s'inscrivait dans le cadre d'une initiative pilote plus vaste de prévention du VIH. Deux syndicats affiliés à l'ITF, l'Orden de Capitanes y Pilotos Navales de la Republica Mexicana et l'Asociacion Sindical de Oficiales de Maquinas de la Marina Mercante Nacional, se sont associés au Centre des gens de mer de Veracruz et au département international de la santé de l'Autorité portuaire de Veracruz pour organiser cette conférence. Quelque 200 étudiants de l'école Fernando Siliceo y Torres ont assisté à la conférence, qui a mis l'accent sur les connaissances actuelles sur le VIH et le Sida. Le personnel du centre des gens de mer a distribué des dépliants et des préservatifs.

## Deux nouvelles ressources



**« L'aide de l'ITF a été essentielle. Les informations que nous recevons sont tellement utiles et intéressantes pour nos membres que nous les leur transmettons en les traduisant en amharique. »**

Zerihun Mengesha, Président, TCWIFE, Éthiopie

118

En 2012, deux nouveaux dossiers sur mesure ont fait leur apparition dans la bibliothèque de manuels et de matériels de l'ITF destinés à aider les syndicats affiliés dans leurs activités sur le VIH/Sida. L'un se concentre sur l'aviation civile et l'autre est un manuel généraliste.

119

*Le VIH/SIDA et l'aviation civile — Dossier à l'intention des syndicats* a été publié dans la foulée d'une enquête que l'ITF a menée dans le secteur en 2010 et qui avait révélé un besoin de nouvelles recherches et politiques, et de concevoir de nouveaux matériels. Il examine la présence du VIH/Sida dans le secteur de l'aviation civile et contient des fiches sur de multiples sujets, comme la prévention, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination, l'élaboration de politiques, de programmes et de structures concernant le VIH/Sida sur le lieu de travail. Il est téléchargeable à l'adresse : [www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/36164](http://www.itfglobal.org/infocentre/pubs.cfm/detail/36164).

120

Le manuel sur le VIH/Sida pour les affiliés d'Amérique latine a été publié en avril et est pour la première fois disponible en espagnol. Son objectif est de renforcer les capacités des syndicats à concevoir des politiques relatives au VIH sur le lieu de travail et de négocier des conventions collectives contenant des dispositions relatives au VIH. Il contient des exemples de syndicats qui ont fait des progrès dans la région, comme le Sindicato de Empleados de Líneas Aéreas de Panamá (SIELAS) qui est parvenu à négocier des dispositions sur le VIH/Sida avec trois compagnies aériennes. Le syndicat a aussi mené une campagne de sensibilisation et a distribué des préservatifs en collaboration avec une organisation de prévention du VIH.

Les manuels de l'ITF ainsi que les autres matériels sur le VIH/Sida se trouvent sur la page web : [www.itfglobal.org/HIV-Aids/index.cfm](http://www.itfglobal.org/HIV-Aids/index.cfm)

121

### VIH/Sida et organisation syndicale : des progrès en Afrique de l'Est

En 2012, l'ITF a commencé à évaluer et à suivre les progrès accomplis dans le cadre d'un projet combinant des activités sur le VIH/Sida et l'organisation syndicale en Afrique de l'Est. Le projet, coordonné par l'ITF conjointement à la FNV Mondiaal, a débuté en tant qu'initiative pour soutenir le travail que les syndicats mènent pour combattre la vulnérabilité au VIH des travailleurs le long des corridors stratégiques de transport en Afrique de l'Est. Évidemment, plusieurs syndicats abordaient déjà le VIH/Sida dans leurs activités d'organisation, mais tous ont accueilli favorablement l'ajout de cet élément au projet ITF/FNV.

122

L'évaluation a révélé que des travailleurs avaient adhéré aux syndicats après avoir eu recours au soutien et aux services relatifs au VIH/Sida. En avril, le rapport des coordinateurs montrait que 4 387 nouveaux travailleurs avaient rejoint leurs syndicats et les organisateurs syndicaux avaient découvert qu'ils pouvaient accéder aux lieux de travail par le biais d'activités sur le VIH/Sida pour ensuite profiter de l'occasion pour expliquer le rôle et le travail des syndicats.

123

Le projet commun a abouti à la signature de 11 nouvelles conventions collectives et de trois protocoles d'accord, tous comportant des dispositions sur le VIH.

124

Les organisations syndicales participant au projet en Afrique de l'Est ont eu recours à des stratégies d'organisation novatrices en contactant les centres de bien-être le long des corridors pour syndiquer les chauffeurs internationaux. Suivant l'exemple fructueux du projet ITF/SASK pour les transports routiers en Afrique de l'Ouest, les syndicats ont conçu et distribué des cartes des syndicats aux chauffeurs internationaux : elles aident les chauffeurs travaillant à l'étranger et leur servent d'outils d'organisation syndicale et de solidarité.

125

### Création d'un réseau de travailleurs séropositifs

Le premier réseau de travailleurs des transports séropositifs en Afrique a vu le jour cette année à Mombasa (Kenya). La réunion de Mombasa du réseau USAFIRI était destinée à aider les syndicats à combattre la stigmatisation et la discrimination, et à renforcer leurs capacités pour qu'ils puissent concevoir des politiques relatives au VIH sur le lieu de travail et négocier des conventions collectives contenant des dispositions sur le VIH/Sida.

## ALLIANCES AU SEIN DU MOUVEMENT INTERNATIONAL

126

Pour l'ITF et ses syndicats affiliés, il est de plus en plus évident qu'il est essentiel de forger et de renforcer des alliances de toutes sortes — qu'elles soient officielles et sur le long terme ou informelles et pragmatiques — et de travailler au travers de ces dernières. La Fédération participe désormais à davantage d'activités intersectorielles et travaille de façon plus collaborative avec d'autres syndicats mondiaux ; elle a aussi augmenté sa collaboration avec des groupes d'employeurs et des gouvernements au sein de l'économie mondialisée. Les témoignages qui suivent illustrent le large éventail d'alliances et de relations de l'ITF, que ce soit avec des syndicats mondiaux, avec des organisations d'employeurs et des gouvernements, dans l'intérêt des travailleurs des transports du monde entier.

### Les syndicats plaident en faveur d'emplois sûrs et décents lors d'un forum sur les effets de la crise dans l'aviation civile



*« L'objectif du Forum de dialogue mondial n'est pas simplement d'analyser la façon dont la crise affecte l'aviation civile et les effets du modèle des transporteurs à bas coûts, mais il s'agit aussi de s'accorder sur la façon de construire une industrie plus durable. En tant que syndicats, nous y sommes profondément attachés. »*

Gabriel Mocho, Secrétaire de la Section de l'aviation civile de l'ITF

127

À la fin de l'année, l'ITF et ses affiliés de l'aviation civile se sont préparés à participer à une réunion de la plus haute importance qui devait avoir lieu à l'OIT, à Genève, en février 2013. Pour la première fois depuis 10 ans, cet événement de trois jours, le Forum de dialogue mondial chargé d'examiner les effets de la crise économique mondiale sur l'industrie de l'aviation civile, a rassemblé des syndicats, des employeurs et des gouvernements afin qu'ils débattent des questions clés pour l'industrie. Des syndicats membres de l'ITF de plus de 25 pays devaient participer au forum dont les thèmes étaient notamment les compagnies historiques, les transporteurs à bas coûts, le contrôle aérien, les aéroports, les services auxiliaires et la construction des avions, leur entretien et révision. Avant la réunion, l'ITF a pris contact avec des syndicats membres, avec d'autres Fédérations syndicales internationales et avec des associations professionnelles.

128

### Les Fédérations syndicales internationales défient le gouvernement turc

Cette année, l'ITF a consacré d'importants moyens à la lutte pour les droits syndicaux fondamentaux en Turquie. Elle est parvenue à combattre une législation antisyndicale du gouvernement et a poursuivi des campagnes spécifiques destinées à défendre les droits du personnel chez DHL (voir p. 8 – paragr. 20-24) et chez Turkish Airlines, lesquelles ont suscité une participation jamais égalée de la part d'autres syndicats mondiaux.

129

En juin, une délégation de Fédérations syndicales internationales (ITF, UITA, UNI, ISP et ICEM), emmenée par l'ITF, a participé à une réunion avec le Ministre turc du Travail au cours de laquelle plusieurs sujets de préoccupation sérieux ont été soulevés comme une nouvelle interdiction de faire grève dans l'aviation civile, le renvoi de 305 membres du personnel de Turkish Airlines pour avoir participé à une action de revendication, le cas de syndicalistes écroulés et un nombre inquiétant d'accidents du travail, parfois mortels.

130

En octobre, les syndicats ont salué l'annulation de l'interdiction de faire grève, mais ont fait part de leur déception en constatant que la nouvelle législation ne prévoyait toujours pas de droits syndicaux corrects et que les 305 travailleurs licenciés n'avaient pas été réintégrés.

131

Au moment de rédiger le présent rapport, une vaste campagne internationale était toujours en cours en faveur des droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs en Turquie, soutenue par de nombreux syndicats de différents secteurs ainsi que par la Confédération syndicale internationale (CSI). Des représentants de l'ITF et de syndicats affiliés ont régulièrement rendu des visites de solidarité aux piquets de grève et le mouvement syndical international a continué de faire pression sur le gouvernement et les employeurs pour trouver une solution à la crise.

### La charte des droits des gens de mer bientôt en vigueur



*« Enfin, nous disposerons d'une véritable convention unique pour les normes de travail ; nous sommes convaincus qu'elles seront mises en œuvre et appliquées de bonne foi au niveau mondial. »*

Dave Heindel, Président de la Section des gens de mer de l'ITF

132

L'ITF et la Fédération internationale des armateurs (ISF) se sont réjouis de l'entrée en vigueur d'une importante convention de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Convention du travail maritime 2006 (MLC 2006) en août, lorsque l'OIT a enregistré le nombre requis de ratifications (30). Cela signifie que la convention entrera finalement en vigueur en 2013.

133

La MLC 2006 est considérée comme le « quatrième pilier » de la réglementation maritime – aux côtés de trois autres conventions de l'Organisation maritime internationale (OMI) : la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires et la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille. Largement considérée comme une importante charte des droits qui sera probablement appliquée par les États du pavillon et lors du contrôle par l'État du port, elle donne aux gens de mer le droit de disposer d'un contrat d'emploi leur garantissant des conditions de travail et de vie à bord décentes. Elle prévoit également le versement d'un salaire mensuel et la fourniture des soins médicaux nécessaires, ainsi que le rapatriement dans le cas où un travailleur serait débarqué pour raisons de santé, en cas d'insolvabilité d'une compagnie maritime ou pour toute autre raison.

134

Préalablement à son adoption en 2006 et conformément au processus tripartite de l'OIT, l'ITF et l'ISF ont négocié le texte de la convention avec les gouvernements au nom des employeurs maritimes et des syndicats de gens de mer.

### Les sociétés ukrainiennes de recrutement et de placement soutiennent la MLC 2006



135

En Ukraine, les sociétés de recrutement et de placement ont fait connaître leur soutien à la Convention du travail maritime (2006) lors d'un séminaire organisé en août dans le port de mer d'Odessa. L'événement était organisé par plusieurs organisations syndicales — dont l'ITF et son affilié le Syndicat des travailleurs des transports maritimes d'Ukraine — des employeurs et des gouvernements.

136

Le 24 août, plus de 50 personnes représentant des sociétés locales de recrutement et de placement ont signé l'accord d'Odessa, signifiant ainsi leur soutien à la MLC 2006 ; la réunion se concentrait sur les exigences de la convention en matière de recrutement et de placement.

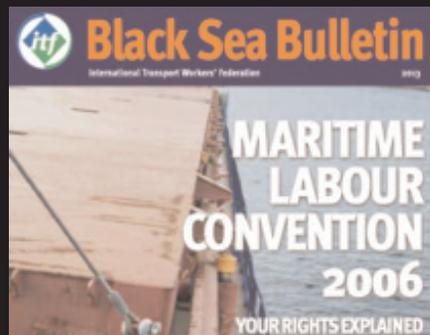
137

### Sécurité des cargaisons en conteneurs

Depuis 2007, la Section des transports routiers collabore avec les Sections des dockers et des gens de mer à propos de la sécurité des cargaisons en conteneur. En février 2011, pour répondre à des demandes pressantes de la part de l'ITF, l'OIT a organisé, à Genève, un Forum de dialogue mondial sur la sécurité dans la chaîne d'approvisionnement concernant le remplissage des conteneurs. Les employeurs, les travailleurs et les gouvernements présents au forum sont convenus qu'il était nécessaire d'élaborer un code d'usage OIT-OMI-UNECE relatif au remplissage des conteneurs en s'appuyant sur une révision des lignes directrices existantes. L'ITF a participé aux activités de suivi en vue de mettre à jour le code d'usage qui énoncera des directives pratiques sur le sujet, et plusieurs réunions tripartites de « groupes d'experts » ont eu lieu en 2012 dans ce but.

## Chapitre 4 :

# LES SECTIONS DE L'ITF EN ACTION



## AVIATION

138

Au cours de cette année, la Section de l'aviation civile de l'ITF s'est principalement concentrée sur des campagnes d'organisation bien ciblées dans quatre domaines prioritaires : le travail précaire, l'organisation syndicale transfrontalière, les alliances multilatérales et les fusions de compagnies, et les plateformes et corridors de transport. La majeure partie des organisations syndicales participant à ces campagnes ont fait savoir que le nombre de leurs membres avait augmenté, surtout chez les jeunes travailleurs. Grâce à ces campagnes de syndicalisation et aux activités de la Fédération dans le cadre du projet LATAM, des syndicats, la DGAC (Chili) et l'ATC (Colombie), ont demandé à s'affilier à l'ITF.

139

Les organisations syndicales participant au projet LATAM se sont renforcées et mieux coordonnées pendant cette année. Par exemple, des syndicats LATAM représentant le personnel de cabine ont commencé à concevoir des normes de référence pour les conditions de travail en vue de soutenir leurs négociations. Au niveau des mécaniciens de la compagnie LAN (Pérou), ils ont été en mesure de remettre sur les rails leur organisation qui était inactive depuis bien longtemps en recrutant de nouveaux membres et en élisant une nouvelle direction. (Reportez-vous à la p. 11 – paragr. 43-45 pour de plus amples informations sur le réseau LATAM.)

140

Des affiliés de l'ITF de la région Asie-Pacifique sont convenus d'une stratégie d'éducation pour soutenir les efforts d'organisation dans plusieurs secteurs non syndiqués de la région. Quant à la région arabe, des syndicats ont décidé d'établir des relations structurées pour aider à poursuivre leur plan d'action et ont mis en place un réseau actif pour le personnel de cabine.

141

Tout en progressant au niveau des initiatives pratiques d'organisation, respectant ainsi les priorités de la section, d'autres domaines ont gardé le même caractère d'urgence, comme les campagnes de solidarité, les activités au niveau des réglementations, et la santé et la sécurité.

142

La section a entamé des campagnes de solidarité en vue de soutenir des travailleurs luttant pour leurs droits syndicaux chez Qantas et ses filiales, chez British Airways, chez Cargolux et chez Turkish Airlines.

143

La section est parvenue à influencer l'OIT pour qu'elle organise le Forum de dialogue mondial de l'OIT chargé d'examiner les effets de la crise économique mondiale sur l'industrie de l'aviation civile (voir p. 26 – paragr. 127). Elle a passé énormément de temps à la préparation de ce forum de la plus haute importance, dont les participants ont notamment discuté des résultats d'une recherche commissionnée par la section et menée par les universités de Swansea et de Cardiff sur l'incidence de la présence de transporteurs à bas coût pour les travailleuses et les travailleurs du secteur, une autre priorité essentielle de la section.

144

La section a lancé un nouveau site web consacré aux questions de santé et de sécurité liées à la qualité de l'air dans les cabines ([www.cabinairquality.org](http://www.cabinairquality.org)). Il permet aux syndicats d'accéder aux informations et aux recommandations, de même que de télécharger du matériel de promotion de la question. Un nouveau dossier pédagogique de 70 pages sur la lutte contre le VIH/Sida dans ce secteur a aussi été publié ; la section a adopté une stratégie en vue de promouvoir son utilisation.

145

La section a entamé un nouvel exercice de cartographie pour tenter de voir où ont lieu les tentatives d'introduction du concept de « pavillons de complaisance » dans l'industrie de l'aviation.

146

### Conférence de l'ITF pour les syndicats russes de l'aviation

En juillet 2012, la région d'Europe centrale de l'ITF a organisé une conférence à Moscou à destination des syndicats de l'aviation dans le but de renforcer leur unité. Des membres du Syndicat des travailleurs de l'aviation civile de Russie (OPAR), affiliés à l'ITF et représentant des travailleurs de presque tous les secteurs de l'aviation civile, ainsi que des militants d'autres syndicats de différents secteurs de l'industrie y ont participé.

147

La conférence a été l'occasion pour ses participants de discuter de leurs points de vue souvent fort différents sur les principaux enjeux syndicaux, par exemple, le besoin d'obtenir des accords unifiés couvrant toutes les catégories de

travailleurs de l'aviation, comme le souhaite l'OPAR, ou des accords propres à chaque secteur. Elle a aussi été l'occasion pour les délégués de discuter de problèmes communs, comme l'émergence de compagnies privées antisyndicales et de syndicats jaunes, ainsi que la pénurie de pilotes obligeant ceux présents à faire des heures supplémentaires et à travailler sous stress. L'identification d'enjeux communs et la reconnaissance qu'il fallait être puissant, disposer de ressources et d'informations pour les combattre ont démontré l'intérêt de collaborer avec l'ITF même en n'y étant pas affilié.

148

### Réagir aux alliances de compagnies aériennes

Ces dernières années, les compagnies aériennes ont commencé à travailler plus étroitement ensemble en formant des regroupements stratégiques connus sous le nom d'alliances. En 2012, les trois principales alliances aériennes étaient Star Alliance, SkyTeam et Oneworld, regroupant 55 compagnies aériennes qui représentent ensemble deux tiers de la capacité aérienne mondiale.

149

Le travail s'est poursuivi tout au long de l'année pour renforcer le Conseil des travailleurs de Oneworld de l'ITF (OWOLC), une coalition de syndicats représentant des travailleuses et des travailleurs des compagnies aériennes de l'alliance Oneworld. Sa deuxième réunion annuelle a été organisée en juin à Buenos Aires (Argentine) par des syndicats du personnel de LAN et d'autres compagnies. Les personnes présentes ont partagé leurs connaissances et ont prévu des actions communes pour faire face à plusieurs événements, notamment la fusion le même mois des compagnies LAN et TAM (voir p. 11 – paragr. 43-45) et le cas de 80 travailleurs de LAN-Équateur qui avaient été licenciés en masse en janvier.

150

Une nouvelle page web ([www.itfglobal.org/civil-aviation/owolc](http://www.itfglobal.org/civil-aviation/owolc)) a permis aux militants de participer à l'échange d'informations et au soutien apporté aux campagnes et aux activités des uns et des autres. Ils ont également progressé au niveau du partage des recherches stratégiques et des informations sur les négociations et les fusions en cours.

## DOCKERS

151

En 2012, les campagnes de solidarité et les activités de soutien ont été des priorités pour la Section des dockers de l'ITF. Dans le cadre d'une campagne à très forte visibilité, visant à apporter un soutien au syndicat maritime de Nouvelle-Zélande (MUNZ), affilié de l'ITF, en conflit avec la société Ports of Auckland Limited, 6 000 lettres ont été envoyées au Maire d'Auckland. Une autre campagne, qui a suscité de l'intérêt et de la solidarité au-delà de la sphère des transports, visait à faire pression pour que des accusations non fondées soient abandonnées à l'encontre de Saïd Elhairech, Secrétaire général de l'Union des Syndicats UMT des Transports, membre du Comité de la Section des dockers de l'ITF et Président du Comité du monde arabe de l'ITF, et pour qu'il soit libéré de prison.

## DOCKERS SUITE

**152** Un travail coordonné a été mené en collaboration avec la Section des dockers de l'ETF pour riposter à la menace d'une troisième version du paquet portuaire européen. Le travail initial en vue de mettre en place un réseau de femmes dockers s'est poursuivi de sorte qu'à la fin de 2012 il comptait 25 participantes. Un manuel, *Améliorer les droits des femmes – Guide des meilleures pratiques à l'intention des femmes du secteur maritime*, a été rédigé en collaboration avec d'autres sections maritimes et le Département des femmes de l'ITF. En octobre, Judith Abuka, du Dockers Union of Kenya (DUK), a été nommée à la présidence des dockers de l'ITF-Afrique.

**153** Un travail considérable a été mené en vue de soutenir des syndicats de dockers confrontés à des problèmes découlant de l'automatisation des ports et de l'arrivée de nouvelles technologies ; une conférence de la Section des dockers sur l'automatisation est prévue en 2013.

**154** Plusieurs projets soutenus par l'ITF ont porté leurs fruits en termes de syndicalisation. Dans les pays baltes, le nombre de membres a été doublé dans toutes les sociétés visées et un conflit a pu être résolu en Estonie permettant la tenue de premières réunions avec les entreprises. En Inde, les syndicats sont parvenus à 100 % de syndicalisation des travailleurs directement employés par DPW à Chennai.

**155** Grâce à la coopération de la part des opérateurs de terminaux mondiaux (GNT), dont PSA, DP Wold et APM Terminals, et à l'importante participation des affiliés de la Section des dockers de l'ITF représentant leur personnel, l'étape préliminaire de l'étude des pratiques de santé et de sécurité chez les opérateurs de terminaux mondiaux a pu être achevée à temps. Une demande de financement auprès de l'Institute of Occupational Health and Safety a été acceptée, permettant la continuation du travail commun avec l'Université de Cardiff au travers d'une étude plus fouillée.

**156** En octobre, les délégués participant à la Conférence africaine des dockers ont discuté des problèmes de santé, de sécurité et de durabilité dans les différents ports du continent. Ils ont abordé les nouveaux événements survenus dans les ports, ont mis en place un réseau régional d'opérateurs de terminaux mondiaux et ont mis sur pied des activités d'organisation syndicale.

**157** Le travail lié aux opérateurs de terminaux mondiaux s'est poursuivi tout au long de l'année. En mars, des syndicats de dockers du monde arabe ont organisé une réunion du réseau à Aqaba (Jordanie) et ont participé à une formation sur la base de données Dockers Port Intelligence (DPI) en septembre. En mars, la réunion annuelle du réseau de terminaux mondiaux s'est déroulée pour la première fois dans la région arabe. En novembre, des syndicats représentant le personnel des terminaux APM se sont réunis pour discuter et planifier des activités pour renforcer la puissance syndicale sur les différents lieux de travail.

**158** Les activités de recherche et de communication du réseau de terminaux mondiaux ont inclus la diffusion d'un bulletin GNT mensuel. La section a efficacement travaillé avec l'équipe de l'ITF chargée de la recherche pour approfondir ses connaissances des principaux employeurs et des problèmes majeurs.

**159** À la suite du détachement de Frank Ley à l'OIT, Sharon James a été désignée en tant que Secrétaire de section en 2012 ; il s'agit de la première femme à diriger une section industrielle de l'ITF.



## Nouvel accord pour les dockers de Jordanie



**160** Plus de 100 dockers du port jordanien d'Aqaba ont reçu une augmentation de salaire substantielle et bénéficient désormais d'une assurance-maladie grâce à une nouvelle convention conclue en avril 2012. Le Syndicat général des travailleurs portuaires, affilié à l'ITF, et un sous-traitant, Garandal Manpower Services, ont signé une convention collective dans les bureaux du monde arabe de l'ITF. Les deux parties ont exprimé leur engagement envers la convention, qui respecte le droit des travailleurs à un traitement équitable.

**« Il y a quelques années, il était impossible pour le syndicat d'organiser les travailleurs portuaires en Jordanie. Aujourd'hui, non seulement ce défi a été relevé, mais en plus, il organise les personnels des sous-traitants, ce qui démontre le pouvoir qu'il détient aujourd'hui à Aqaba. »**

«Bilal Malkawi, Secrétaire régional de l'ITF pour le monde arabe

## TRANSPORTS INTERNES

161

En 2012, les Sections des transports internes de l'ITF (travailleurs des transports routiers et cheminots) ont notamment travaillé sur les thèmes suivants : la privatisation, la déréglementation et les normes pour les systèmes de transport de passagers et de marchandises par route ou par rail ; les sociétés multinationales ; la santé et la sécurité ; les stratégies d'organisation, notamment des femmes, des chauffeurs internationaux et des chauffeurs de taxi ; les soutiens de solidarité aux affiliés ; la sécurité ferroviaire ; et les relations avec l'Union internationale des transports publics (UITP).

162

En novembre 2012, des militants de syndicats des travailleurs du transport routier et de cheminots ont participé aux conférences des sections, organisées à Toronto (Canada) par le Syndicat canadien de l'automobile (TCA-CAW). Les participants ont examiné la façon dont les organisations syndicales avaient mis en place des actions pratiques pour répondre aux enjeux de la mondialisation, de la restructuration et des chaînes d'approvisionnement. Ils ont aussi entendu des témoignages sur la façon dont les syndicats transformaient la vie de celles et ceux qui ont des emplois informels et précaires grâce à des stratégies de syndicalisation et en ciblant des groupes précis, comme les chauffeurs de taxi. Ils ont aussi discuté des réseaux régionaux en Afrique de l'Ouest et de l'Est, de la coopération transfrontière et de l'organisation des chauffeurs internationaux. Les thèmes du rôle des femmes et du VIH/Sida ont aussi été abordés. Les participants ont réaffirmé leur solidarité avec les travailleurs en Iran, au Swaziland et en Turquie où les droits au travail subissent des attaques. Les syndicats de cheminots ont discuté des enjeux au sein de l'industrie, des campagnes syndicales contre la privatisation et de nouvelles formes d'organisation pour s'adapter aux nouvelles formes d'emploi.

163

### Transports routiers

La Section des transports routiers de l'ITF a poursuivi sa campagne de solidarité avec les travailleurs iraniens en faisant pression pour la libération de Reza Shahabi, emprisonné depuis 2010 directement à cause de ses activités syndicales, et en offrant un soutien à d'autres syndicalistes emprisonnés dans le pays (voir p. 23 – paragr. 110).

164

La section a joué son rôle dans le mouvement de protestation contre les infractions constantes aux droits syndicaux qui ont cours en Turquie, surtout pour soutenir les membres du syndicat TÜMTIS qui ont été renvoyés par DHL. Elle a aussi participé à la mise en œuvre d'une journée d'action internationale de solidarité avec TÜMTIS, le 12 décembre.

165

La section a participé à d'autres actions de protestation : soutien aux travailleurs et aux syndicats opprimés au Swaziland (voir p. 22-23 – paragr. 105-107) ; condamnation du meurtre de Ponciano Infante, Président d'un syndicat indépendant de chauffeurs de jeepney aux Philippines ; lettres au gouvernement pour soutenir la Fédération des travailleurs des transports de Lituanie dans leur combat pour obtenir réparation pour le paiement tardif des salaires ; représentation auprès du Président tunisien en vue de condamner de violentes attaques ; soutien à l'action d'Unite pour les conducteurs de camions-citernes pour obtenir des conditions minimales dans toute l'industrie et pour les agents des bus londoniens qui négociaient une prime pour les JO ; et lettre au directeur général du Groupe Toll en Australie pour soutenir les camionneurs des ports employés par la société aux États-Unis, qui combattent l'intimidation et dénoncent des conditions de travail ne répondant pas aux normes.

166

Au début de 2012, l'ITF a soutenu 350 chauffeurs polonais représentés par le syndicat Solidarnosc NSZZ et employés par la société de transport routier Norbert Dentressangle, et a envoyé des lettres de protestation à la société et à ses clients. L'ETF a organisé une mission de solidarité pour rendre visite aux chauffeurs en grève en Pologne qui protestaient contre le refus de la société d'entamer des négociations avec le syndicat à propos d'une nouvelle convention collective et d'augmentations salariales. Un accord a été conclu le 28 février et plusieurs chauffeurs renvoyés ont été réintégrés. NSZZ a depuis adhéré à l'ITF et à l'ETF en tant que membre à part entière.

167

En octobre, la Semaine d'action des travailleurs des transports routiers de l'ITF s'est déroulée sous le slogan « La riposte des travailleurs des transports — Organisons-nous mondialement ! ». Des milliers de militants du monde entier du secteur des transports routiers de marchandises et de voyageurs y ont participé ; notons aussi la première participation d'affiliés cheminots. Au Népal et en Inde, des syndicalistes ont marché plusieurs kilomètres pour participer à un rassemblement à la frontière indo-népalaise en vue de défendre les droits des travailleurs des transports par route. En Afrique de l'Ouest, un large programme d'événements s'est déroulé, dont un rassemblement dans la ville de Bittou, à la frontière entre le Burkina Faso, le Ghana et le Togo, et un convoi-procession bruyant. En Russie, des membres d'une section régionale se sont réunis pour débattre de l'importance de compter sur une main-d'œuvre qualifiée dans les chemins de fer et de dispenser une formation professionnelle moderne dans le secteur ; ils ont aussi envisagé l'organisation d'une action pour les jeunes à Krasnoyarsk, dans le but d'attirer davantage de jeunes travailleurs dans le mouvement syndical. En Finlande, le syndicat a déclaré avoir recruté 600 nouveaux membres.

168

Ailleurs, au Panama, des militants se sont rassemblés devant l'aéroport de Tocumen dans la ville de Panama, pour faire comprendre l'importance d'adhérer à un syndicat en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail. En Malaisie, à Kuala Lumpur, des cheminots se sont mis en grève au siège des chemins de fer malaisiens pour réagir à une proposition de reprise de la société. En Grande-Bretagne, les syndicats de cheminots ont distribué des dépliants aux passagers dans les gares dans le cadre de la campagne « Action for Rail », qui réclame des services décentes pour les passagers et des emplois sûrs et bien rémunérés pour le personnel ferroviaire. En Europe, près de 1 000 syndicalistes, rejoints par un convoi de camions, ont participé à une manifestation à Bruxelles le 9 octobre. Elle était organisée par l'ETF, l'antenne européenne de l'ITF, pour protester contre la dégradation des emplois et des conditions de travail dans toute l'industrie des transports routiers. Des syndicats de pays comme la Belgique, la France et les Pays-Bas y ont participé. Une délégation de l'ETF a rencontré des parlementaires européens.

## TRANSPORTS INTERNES

### SUITE

169

L'année 2012 a été une année charnière pour le projet ITF pour les transports routiers en Afrique de l'Ouest, mené conjointement avec le centre finlandais de solidarité syndicale et de développement SASK, pour développer des capacités en vue de renforcer les syndicats et les stratégies qui soutiennent le recrutement de travailleurs des transports routiers le long des corridors de transport d'Afrique de l'Ouest. Les piètres conditions de travail, y compris le harcèlement, les pots-de-vin, les retards, les points de contrôle, l'absence d'infrastructures, la surcharge, la fatigue et le VIH/Sida, restent les principaux problèmes des travailleurs des transports routiers de marchandises et de voyageurs le long de ces corridors.



170

Au cours de l'année, une évaluation approfondie de la précédente phase du projet (2009-2011) a été menée et un séminaire de planification a été organisé pour prévoir la période suivante (2013-2015) ; ce dernier a coïncidé avec l'événement organisé à la frontière entre le Burkina Faso, le Ghana et le Togo pour célébrer la Semaine d'action des transports routiers de l'ITF.

171

Cette évaluation a confirmé que le projet avait permis d'augmenter les effectifs de nombreux syndicats participants, de même que la rédaction et la signature de conventions collectives dans quelques pays, avait accru l'unité et la coopération syndicales aux niveaux national et sous-régional, et avait contribué à renforcer les relations avec les gouvernements et les employeurs – dans certains pays, les syndicats participent désormais aux discussions tripartites.

172

Lors du séminaire de planification de la nouvelle phase du projet, qui s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) en octobre, les représentants syndicaux ont identifié de nouvelles cibles d'organisation syndicale, ont soulevé le besoin de travailler davantage sur le développement, de signer et de mettre en œuvre des conventions collectives nationales, et de faire progresser l'accord sous-régional en faveur de normes minimales pour les travailleurs des transports par route en faisant participer les instances régionales, la CEDEAO et l'UEMOA. Ils ont aussi identifié les principales tâches, à savoir la promotion de cartes des syndicats pour les chauffeurs internationaux et le renforcement des capacités des représentants syndicaux présents aux frontières et aux haltes pour camions, bus et taxis.

173

L'année 2012 a aussi été une année charnière pour le projet sur le corridor d'Afrique de l'Est, parrainé par la FNV Mondiaal et auquel participent des syndicats de Tanzanie, du Kenya, du Rwanda, du Burundi et d'Ouganda (voir p. 25 – paragr. 121-124). Les participants au séminaire de planification de septembre sont convenus que la nouvelle phase du projet devait rester intersectorielle et préserver des activités liées au VIH/Sida. Ils ont aussi décidé que le projet devait se concentrer sur la rédaction et la signature de conventions collectives à différents niveaux, sur des activités d'organisation le long des corridors, sur l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs internationaux dans les cinq pays et sur le renforcement des syndicats nationaux pour qu'ils coopèrent avec les autorités d'Afrique de l'Est, avec le soutien de coordinateurs nationaux dans les pays participants.

174

Les sections des transports internes ont commencé à rétablir la coopération entre des organisations syndicales et des chercheurs sur le thème de la santé et de la sécurité. Le réseau, qui comprend 32 personnes de contact nommées par les affiliés, a été mis en place pour partager des informations sur les problèmes soulevés et pour développer des stratégies. À la suite d'une conférence de l'ITF en 2011 sur la santé et la sécurité destinée aux syndicalistes et aux chercheurs, le Groupe directeur du réseau santé et sécurité de l'ITF a été officialisé en 2012. Il vise à sélectionner, à interpréter et à échanger les données disponibles sur les problèmes de santé et de sécurité au travail, et à fournir aux affiliés des arguments forts pour améliorer les conditions de travail grâce à l'inclusion de clauses dans les conventions collectives et pour qu'ils s'en servent dans leurs campagnes et leurs actions de lobbying.

175

La section a travaillé avec les Sections des dockers et des gens de mer de l'ITF pour faire avancer l'élaboration (à partir de la révision des principes directeurs existants) d'un code de pratique OIT-OMI-UNECE sur le remplissage des unités de transport de cargaisons (voir p. 27 – paragr. 137) et pour mener une première recherche en vue d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs des entrepôts.

176

#### Chemins de fer

La Section des cheminots de l'ITF a fait pression auprès du gouvernement thaïlandais et de la direction des chemins de fer nationaux pour qu'ils réintègrent des membres renvoyés du Syndicat national des cheminots de Thaïlande et qu'ils abandonnent une amende de 15 millions de bahts contre l'organisation, qui faisait campagne pour les droits du travail et en faveur de meilleures normes de sécurité dans les chemins de fer.

177

Dans sa publication de mai 2012 de *Communication d'un syndicat du rail de l'ITF*, la section a attiré l'attention sur un conflit des cheminots bulgares et sa résolution. En novembre 2011, des cheminots bulgares de trois sociétés ferroviaires avaient fait grève pendant une durée exceptionnelle de 24 jours pour protester contre les licenciements prévus, le report « aux calendes grecques » des négociations collectives par la direction et l'apparente hostilité envers les syndicats, qui s'est traduite par le licenciement de syndicalistes et le mépris des accords de grève. Des solutions ont été trouvées dans deux des trois sociétés lorsque, en décembre 2011, de nouvelles conventions collectives ont été signées entre des syndicats affiliés à l'ITF et deux filiales ferroviaires nationales, la société BDZ de transport de fret et la société BDZ de transport de voyageurs.

178

En juillet, dans le cadre de son travail constant en vue de résoudre les problèmes de sécurité ferroviaire, la section a préparé et diffusé auprès de ses membres un questionnaire sur la sécurité ferroviaire pour examiner les politiques de sécurité des entreprises, les normes de sécurité dans l'industrie, les méthodes de rapport des accidents et la participation des syndicats à la résolution des problèmes de sécurité. Les conclusions intermédiaires ont été diffusées en décembre (Circulaire n° 202/E.195/Rw.20/2012). Les activités se sont poursuivies dans ce domaine en étendant l'étude aux trains sans conducteur, aux cas de conducteurs travaillant seuls et sur l'incidence de la sous-traitance sur la sécurité.

179

Les recherches et les analyses que la section mène sur les problèmes de développement des chemins de fer liés à la privatisation, à la déréglementation et à la libéralisation, de même que des exemples de ripostes syndicales ont été présentés lors de la conférence de la section à Toronto en novembre.

180

Le 23 avril, des cheminots et leurs syndicats ont participé à la Journée d'action internationale des cheminots de l'ITF afin de promouvoir le rail en tant que moyen de transport essentiel, sûr et durable. Plus d'une centaine de cheminots originaires de 13 pays européens ont manifesté à Schengen pour réclamer des services publics de qualité, des sociétés ferroviaires intégrées, de meilleures conditions de sécurité et des conditions de travail équitables pour les cheminots.

181

En Inde, plusieurs syndicats ont organisé diverses activités, notamment des grands rassemblements, des séminaires et des dharnas (manifestations pacifiques) sur des thèmes tels que les ravages de la libéralisation, de la privatisation et de la mondialisation, la progression de l'externalisation et le besoin de faire front commun face à ces défis. En Nouvelle-Zélande, un syndicat a organisé une rencontre de représentants syndicaux des cheminots de Thaïlande, des Philippines, de Corée, de Taïwan et du Japon, lors de laquelle ils ont pu échanger leurs points de vue et discuter de la sécurité ferroviaire. Au Zimbabwe, les syndicalistes ont organisé des rencontres avec la direction pour discuter de la santé et de la sécurité, et avec des travailleurs qui n'avaient pas reçu de vêtements de protection. Les représentants syndicaux sont également allés à la rencontre des passagers dans les trains de banlieue aux heures de pointe, pour discuter avec eux des questions de sécurité.

Pour en savoir plus :  
[www.itfglobal.org/campaigns/RWActionDay2012.cfm](http://www.itfglobal.org/campaigns/RWActionDay2012.cfm).

182

### Transports urbains

Le Comité des transports urbains de l'ITF est un comité intersectoriel, regroupant les Sections des travailleurs des transports routiers et des cheminots afin de discuter des problèmes liés au transport urbain. Plusieurs réunions ont eu lieu en 2012 entre l'Union internationale des transports publics (UITP) et l'ITF afin d'examiner des thèmes d'intérêt mutuel et d'établir des relations de travail. S'appuyant sur le programme de travail établi par le Comité lors du Congrès de l'ITF de 2010, les deux parties ont discuté de domaines possibles de coopération en vue de rédiger un protocole d'accord.

183

### Sociétés multinationales de transport de passagers

En 2012, plus de 230 militants de 106 syndicats de 55 pays étaient membres du réseau ITF des sociétés multinationales de transport urbain. Au cours de l'année, il a continué de suivre les activités des sociétés multinationales de transport de passagers comme National Express, Stagecoach, Veolia et FirstGroup, et de mobiliser la solidarité mondiale lorsque des conflits éclataient avec ces sociétés.

184

En mai, une délégation syndicale internationale, composée de représentants de syndicats affiliés à l'ITF, Teamsters Union (États-Unis), Unite (Grande-Bretagne) et TWU (États-Unis), et des membres du Secrétariat de l'ITF, a assisté à l'assemblée générale du groupe National Express à Londres. S'appuyant sur des recherches commissionnées conjointement par Teamsters et Unite, la délégation a dénoncé les piètres résultats du groupe en matière de droits du travail en Amérique du Nord. Le même jour, le Comité des transports publics urbains de l'ITF, l'antenne européenne de l'ITF, a adopté une déclaration pour soutenir la campagne Teamsters/Unite en vue d'obtenir la reconnaissance syndicale et le respect pour tous les membres du personnel de National Express.

185

Une réunion stratégique spéciale sur National Express a également eu lieu à Londres pour discuter des ripostes syndicales aux attaques contre les droits du travail au sein de la société et de ses intentions d'expansion en Europe. Le Secrétariat a aussi participé au congrès de Teamsters pour les chauffeurs de bus scolaires qui s'est tenu à Chicago.

186

En janvier, une réunion des chauffeurs de Veolia Transdev a été organisée à Bruxelles.

## GENS DE MER, PÊCHE ET NAVIGATION INTÉRIEURE

187

### Gens de mer

La Section de gens de mer de l'ITF a continué de mettre en œuvre le plan de quatre ans adopté lors du Congrès de 2010 et plusieurs projets ont progressé au cours de l'année. Elle a notamment remporté beaucoup de succès en faisant pression auprès des instances de réglementation et en soutenant des projets de renforcement des capacités des affiliés qui présentaient des plans de développement à moyen et long terme.

188

La section a aussi joué un rôle primordial dans la campagne contre la piraterie menée dans le secteur, en participant à des réunions avec les gouvernements, les forces armées et les entreprises en vue de mettre au point des stratégies pour combattre la piraterie. L'objectif de ces rencontres était d'éradiquer le problème et d'identifier les meilleures pratiques de sauvegarde des gens de mer. Le nombre de cas de piraterie en Somalie avait de ce fait considérablement diminué à la fin de 2012. Toutefois, la lutte plus vaste contre la piraterie continue puisqu'il y a toujours des attaques dans d'autres régions et la situation en Afrique de l'Ouest soulève toujours de sérieuses préoccupations.

## GENS DE MER, PÊCHE ET NAVIGATION INTÉRIEURE SUITE

**189** En août, les campagnes de pression et de promotion en faveur de la Convention du travail maritime (2006) en vue de sa ratification ont atteint leur objectif (voir p. 27 – paragr. 132-134). La section a publié un dossier pédagogique validé par l'OIT sur la convention et a rédigé un guide relatif à la Convention internationale révisée sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW) dans la foulée des amendements de Manille.

**190** En coopération avec l'unité de formation et de perfectionnement maritimes, la section a soutenu des projets de renforcement des capacités d'affiliés en Égypte et à Madagascar.

**191** Le travail de collaboration de la section avec l'OMI s'est poursuivi pour aborder le problème de la sécurité et d'autres thèmes importants, comme la piraterie et le changement climatique. Elle a représenté la position des affiliés lors de différentes réunions, notamment à la suite de la catastrophe du Costa Concordia qui a débouché sur une révision rigoureuse des normes de sécurité sur les navires de croisière. L'expérience reconnue de l'ITF dans les questions de personnel et de sécurité lui a valu de participer à un certain nombre de discussions sur les procédures de sécurité et sur la formation du personnel des navires de croisière.

**192** En 2012, la section a officiellement créé un forum commun avec le secrétariat de l'International Chamber of Shipping/la Fédération internationale des armateurs pour aborder des points d'intérêt commun.

### En route vers l'autonomie

*« Le FISUI se félicite de son affiliation à l'ITF en cette période délicate pour Tonga, non seulement parce que nous avons besoin de ses ressources et de son assistance techniques et expertes pour renforcer le FISUI en tant qu'organisation, mais aussi pour nous aider à rendre le secteur maritime de Tonga plus durable. »*

Robert Tofa, Secrétaire général de FISUI

**193** En décembre 2012, l'ITF a signé un accord avec le Syndicat de gens de mer des îles Tonga, l'unique syndicat du secteur privé des îles. L'objectif principal de cet accord d'un an est de parvenir à l'autonomie financière du syndicat grâce au recrutement de 900 membres cotisants.

### 194 Pêche

La Conférence de la Section de la pêche s'est tenue au début de 2012. L'un des points essentiels de l'ordre du jour était l'orientation du programme ITF/UITA et l'adoption d'un plan d'action détaillé. Avec le soutien de la section, la responsable du programme était parvenue à des résultats extraordinaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée où les affiliés ont signé un accord avec des opérateurs du secteur de la pêche et se sont organisés pour faire des présentations et offrir des services aux membres. Une évaluation du programme a montré que le nombre de membres était passé d'une centaine de membres à près de 5 000 personnes à la fin de l'année.

**195** La section a également mis au point un dossier pédagogique pour les affiliés sur la Convention de l'OIT n° 188 sur le travail dans la pêche (voir p. 14 – paragr. 52-54). Ses actions de lobbying à l'occasion de rencontres internationales de l'industrie ont aussi participé à l'adoption d'un accord sur le Protocole de Torremolinos de l'OMI, impliquant la très forte probabilité que des normes internationales minimales soient établies pour l'industrie de la pêche.

**196** La participation de la section à d'autres campagnes et actions de lobbying a aussi mené à la ratification et à l'entrée en vigueur en septembre de la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille de l'OMI (1995, STCW-F 1995P).

### 197 Navigation intérieure

L'un des principaux résultats de la Conférence de la section en 2012 a été la création d'un syndicat indépendant au Paraguay, le SOMUPA, qui représente des travailleurs de la navigation intérieure. La section, en collaboration avec le bureau en Amérique latine et des affiliés argentins, a aidé le SOMUPA à entamer les procédures de reconnaissance de la part du gouvernement et à établir des relations professionnelles avec les opérateurs de navigation fluviale dans le bassin du Paraná.

**198** La section a du reste continué de soutenir la campagne européenne sur les croisières fluviales qui a obtenu des résultats encourageants puisqu'un groupe de négociation est parvenu à entamer des discussions avec l'Association européenne pour la navigation fluviale en vue d'obtenir un accord-cadre régional sur des normes minimales pour toutes les personnes employées dans le réseau fluvial européen.

### 199 Navires de croisière

L'ITF a terminé son travail en vue de mettre au point un modèle d'accord pour les navires de croisière. C'était l'aboutissement d'une année de travail au cours de laquelle la Fédération, en partenariat avec le NSU, la FIT-CISL et d'autres syndicats locaux affiliés, a organisé des séminaires d'éducation à l'intention des gens de mer employés sur des navires de croisière et relatifs aux droits syndicaux et aux avantages d'une syndicalisation, ainsi qu'au droit à disposer de conditions de travail sûres et décentes.

## DÉPARTEMENT SPÉCIAL DES GENS DE MER

**200** En 2012, le Département spécial des gens de mer a enregistré une augmentation significative du nombre d'accords signés avec les armateurs, de sorte que plus de 250 000 membres d'équipage sont désormais couverts par une convention.

**201** Au cours de l'année, l'équipe d'inspecteurs du département, forte de 133 personnes, a contrôlé plus de 8 000 navires et a récupéré 23 millions de livres sterling en arriérés de salaires pour les équipages.

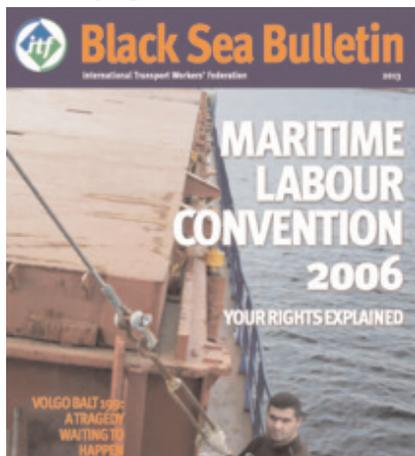
**202** Le soutien que le département a apporté à la Section des dockers pour la campagne STZ/EGT Longview a porté ses fruits en février lorsque les dockers de l'ILWU ont obtenu un nouveau contrat et un accord pour travailler chez EGT, l'opérateur d'un terminal consacré à l'exportation de céréales à Longview.

**203** Vers la fin de 2012, la grande majorité des inspecteurs de l'ITF et des personnes de contact actives dans les inspections de navires avaient été formés et avaient obtenu une certification, y compris à propos des futures exigences de la MLC 2006 (voir p. 27 paragr. 132-134).

**204** Après une formation effectuée auprès du Centre international de formation de l'OIT à Turin, le Département spécial des gens de mer a élaboré du matériel pour aider les inspecteurs à renforcer leurs relations avec les agents chargés du contrôle par l'État du port par rapport à la MLC 2006. Afin de se préparer à veiller au respect de la Convention du travail maritime (2006), le département a aussi travaillé à la collecte et au rassemblement de rapports sur les mauvaises pratiques des sociétés de recrutement et de placement.

**205** Cette année, l'ITF et le Syndicat japonais des gens de mer (JSU) ont obtenu gain de cause en justice contre Dowa Line. Toutefois, la société a fait appel et le 17 décembre, la Haute Cour de Tokyo a confirmé la plainte pour diffamation et a rendu une décision ordonnant au JSU et à l'ITF de payer une amende à la société ainsi que trois cinquièmes des frais de justice.

### La campagne en mer Noire



**206** Un accord et une échelle de salaires pour 2013-14 ont été établis pour les navires actifs dans la mer Noire. S'appuyant sur le salaire national des gens de mer non domiciliés employés sur des navires battant pavillon national, l'accord a été amélioré en instaurant une semaine de 44 heures plutôt que de 48. (Au cas où un navire quitterait la mer Noire, les dispositions des accords uniformes de l'ITF-TCC, « Total Crew Cost », Coût global de l'équipage — s'appliqueraient). De plus, en raison de problèmes liés aux assurances inappropriées dans la région, une disposition relative à une meilleure assurance a été ajoutée, obligeant les sociétés à se couvrir convenablement contre toutes éventualités raisonnables.

**207** Le Département spécial des gens de mer a reflété l'importance que revêt pour lui la campagne en faveur de meilleures normes dans la région de la mer Noire en préparant un numéro unique en 2013 du *Bulletin des gens de mer* pour la mer Noire, qui s'intéresse particulièrement aux problèmes régionaux, à la campagne et à l'imminente entrée en vigueur de la MLC 2006. Ce numéro spécial est disponible en suivant le lien : [www.itfglobal.org/seafarers/pubs.cfm/detail/39493](http://www.itfglobal.org/seafarers/pubs.cfm/detail/39493).

### Les semaines d'action protègent toujours les équipages

**208** Une fois de plus cette année, les semaines d'action de l'ITF en vue de protéger les gens de mer sur les navires battant pavillon de complaisance ont offert un service essentiel aux travailleurs vulnérables.

**209** Des équipes de dockers, de gens de mer et d'inspecteurs de l'ITF étaient présents en nombre dans plusieurs ports pour vérifier les conditions et les salaires à bord de navires à quai, en prenant le temps de démontrer aux gens de mer qui s'y trouvaient les avantages d'appartenir à un syndicat et en récupérant des arriérés de salaires pour de nombreux marins exploités. En Norvège, après le boycott d'un navire pendant 24 heures, les armateurs ont finalement décidé de signer un accord ITF les engageant à appliquer des conditions de travail et de rémunération décentes. En Corée, les équipes sont parvenues à négocier la signature d'accords sur quatre navires et en Inde, à signer un accord de flotte couvrant cinq navires.

**210** Au cours d'une semaine d'action en octobre, des syndicalistes ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs portuaires représentés par le Maldives Port Workers' Union (MPWU) qui avaient fait savoir que leur employeur menait des activités antisyndicales, qui avaient inclus le renvoi de plusieurs travailleurs et dirigeants syndicaux. À Colombo, des militants ont participé à une manifestation bruyante à bord des navires battant pavillon des Maldives et ont distribué une lettre adressée au Président des Maldives.

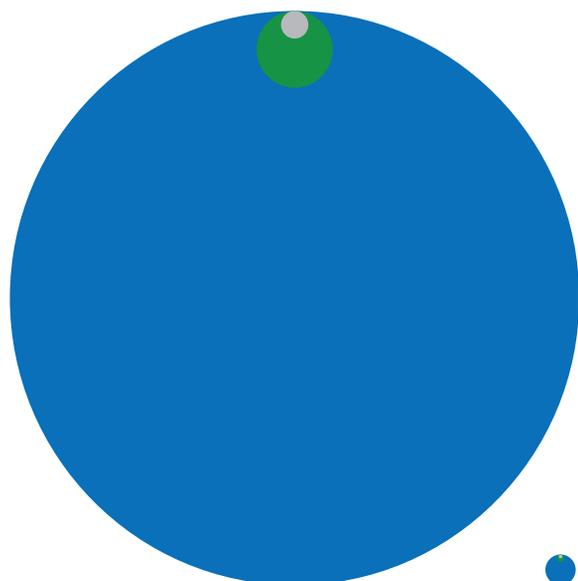
**« Les navires qui battent pavillon de complaisance plutôt que le pavillon national sont les "navires de la honte" : ils refusent d'être tenus par les réglementations nationales en matière de normes minimales de sécurité, de conditions de travail et de rémunération. Depuis janvier, en Australie, nous avons aidé des gens de mer étrangers à réclamer 1,5 million d'AUD (1,54 million d'USD) d'arriérés salariaux auprès de sociétés maritimes qui exploitent les possibilités offertes par le système des pavillons de complaisance. »**

Le coordinateur national de l'ITF, Dean Summers, s'exprimant depuis le port de Newcastle (Australie) lors d'une semaine d'action en novembre.

# Chapitre 5 : STATISTIQUES D'ADHÉSION

Total

Régions

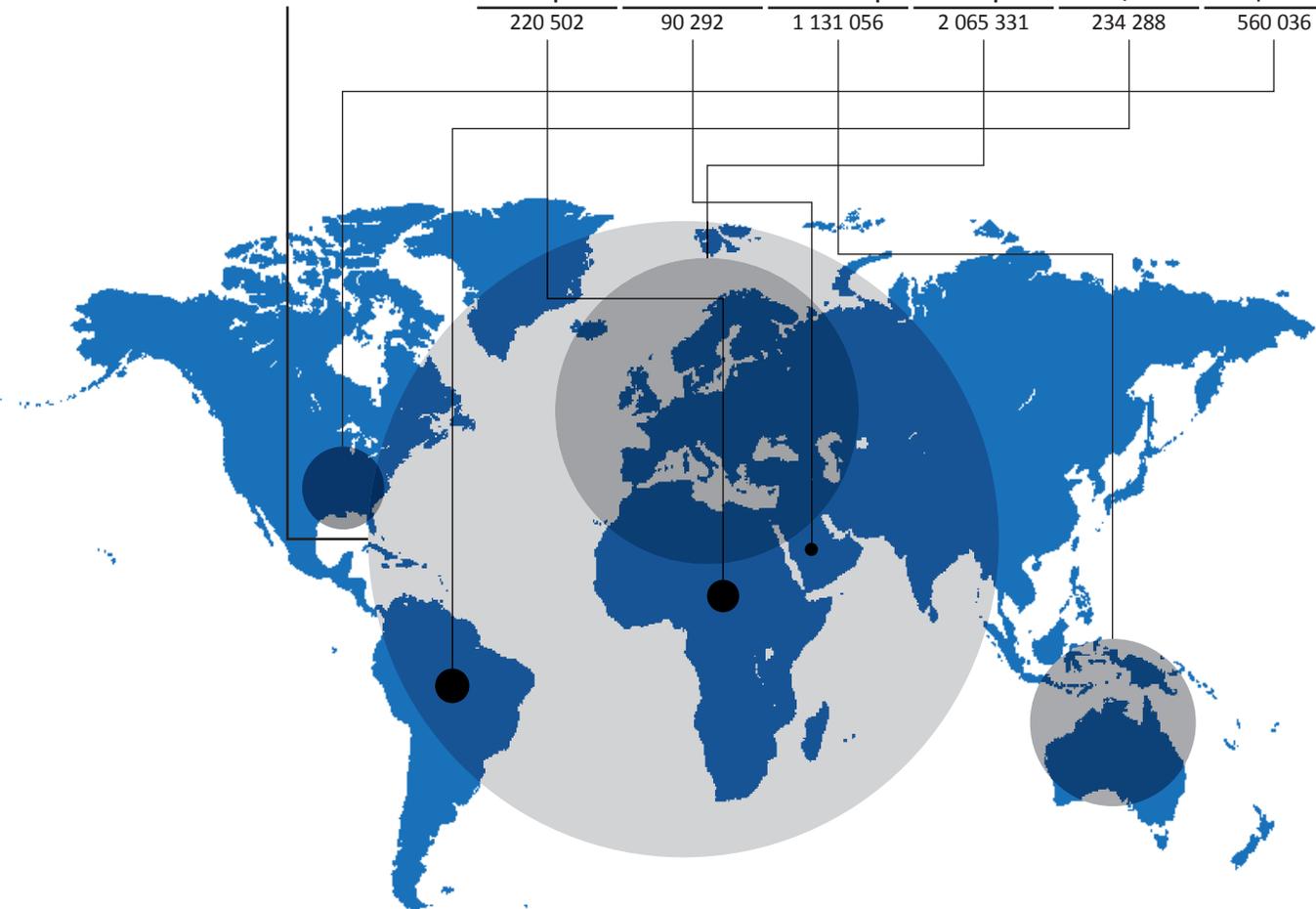
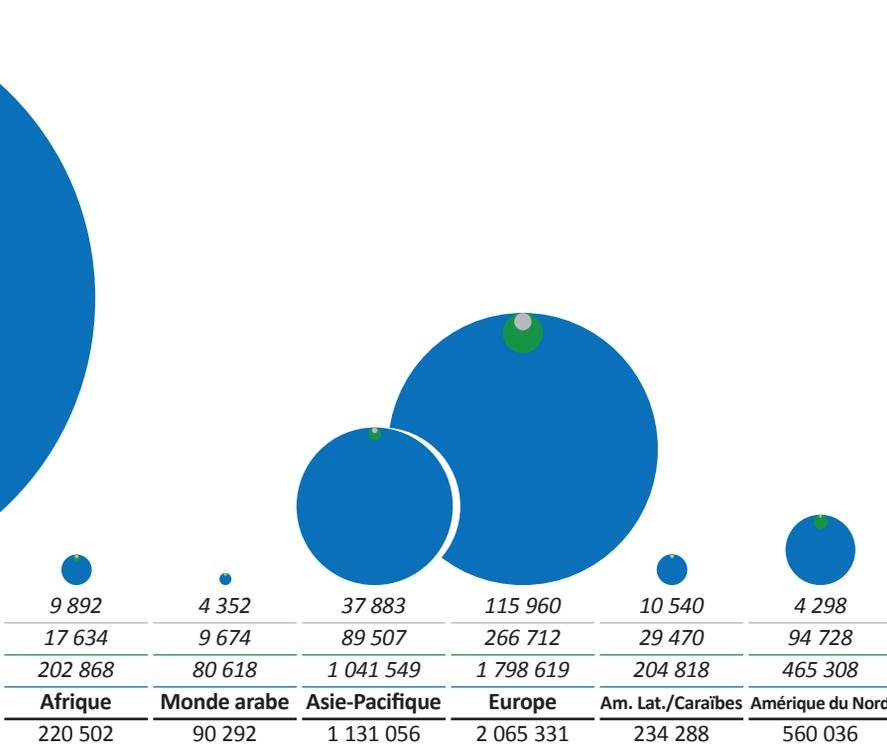


Jeunes 182 925

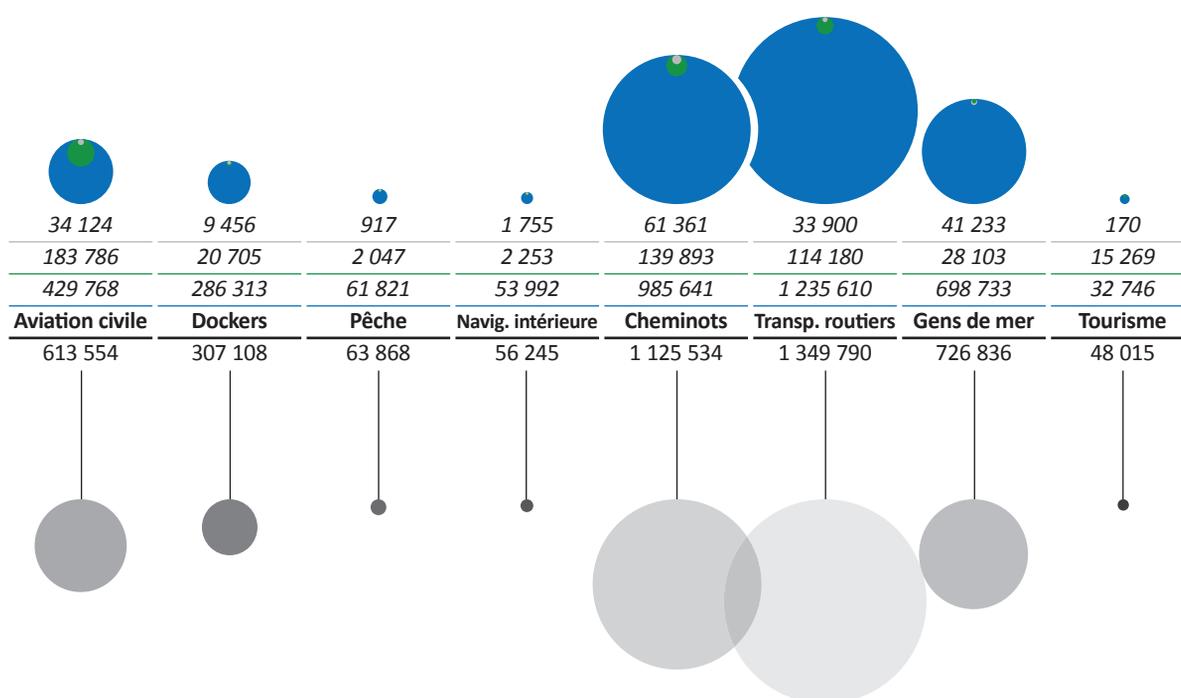
Femmes 507 725

Hommes 3 793 780

Total des membres : 4 301 505



Secteurs



***Le rôle fondamental d'une organisation syndicale est de mener des activités d'organisation, c'est-à-dire de recruter des membres et de mettre en place des moyens efficaces leur permettant de se renforcer et d'exercer une influence en vue de la protection et de l'amélioration de leurs droits.***

## Chapitre 6 : L'ITF DANS LES RÉGIONS

### AFRIQUE

**211** Les Vice-président(e)s des différentes structures de l'ITF en Afrique ont été élus pour la première fois et ont participé à la réunion du Comité régional en mai aux côtés des représentant(e)s des jeunes qui y assistaient également pour la première fois.

**212** Plus de 40 délégués représentant des syndicats de 11 pays ASECNA (Agency for Aerial Navigation Safety in Africa and Madagascar) ont participé au troisième congrès ordinaire de la FESTA, la Fédération des syndicats de travailleurs de l'ASECNA, qui s'est tenu en mars à Cotonou (Bénin) et ont adopté des mesures pour renforcer l'organisation à l'avenir.

**213** En septembre, les participants à une réunion de haut niveau ITF/CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ont discuté d'actions communes concrètes, y compris la mise en place d'une structure de dialogue claire pour les deux organisations, d'un atelier en vue de la rédaction d'un protocole d'accord et de l'instauration d'une réunion annuelle officielle entre les deux parties.

**214** Cette année, l'ITF a levé la suspension (en place depuis 2009) du Seafarers Union of Kenya lorsque les problèmes que connaissait le syndicat, notamment au niveau de sa direction, ont été résolus avec le soutien du bureau régional de l'ITF en Afrique. Le syndicat a désormais une nouvelle direction forte et le nombre de membres semble reparti à la hausse.

**215** En novembre, une mission commune CSI/ITF/ACILS (American Center for International Labor Solidarity)/EATUC (Confédération syndicale d'Afrique de l'Est) en Somalie a rencontré des représentants du gouvernement pour discuter de la protection des travailleurs et des syndicats en pleine période de reconstruction nationale.

**216** En 2012, des activités de syndicalisation ont porté leurs fruits le long du corridor nord d'Afrique de l'Est (reliant le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi). Cinq syndicats nationaux ont travaillé ensemble en utilisant le modèle d'organisation commun mis au point par l'ITF-Afrique et qui prévoit d'utiliser le VIH/Sida en tant qu'outil de syndicalisation. La distribution de cartes des syndicats aux chauffeurs internationaux et d'autres matériels publicitaires ont fortement appuyé les efforts d'organisation le long du corridor où plus de 4 000 travailleurs ont été recrutés.

**217** Des comités nationaux de coordination renforcés ont permis la tenue de plusieurs conférences fructueuses dans la région, dont la Conférence régionale africaine de l'aviation civile (Nigeria) et la Conférence maritime conjointe pour l'Afrique (Madagascar). Plus particulièrement, un comité national de coordination renforcé au Nigeria a permis la ré-affiliation à l'ITF du National Union of Road Transport Workers (NURTW). Malgré ces succès, beaucoup de travail restait à faire pour consolider les comités nationaux de coordination et encourager le paiement à temps des cotisations des syndicats affiliés.

**218** Au niveau des campagnes, l'ITF a fait pression pour que le dirigeant du Swaziland Transport and Allied Workers' Union, Basil Thwala, soit libéré. Des affiliés africains ont reçu plusieurs appels de solidarité en marque de soutien des affiliés swazis qui subissaient une oppression de plus en plus forte de la part du gouvernement (voir p. 22-23 – parag. 105-107.)

**219** Cette année, le Kenyan Dock Workers' Union a démontré sa puissance en s'opposant fermement aux efforts du gouvernement pour privatiser le port de Mombasa. Toujours à Mombasa, un réseau de travailleurs vivant avec le VIH a été mis en place et partagera son expérience au bénéfice d'autres projets de l'ITF de même type.

**220** En 2012, l'ITF-Afrique a connu d'autres événements positifs comme une participation accrue des femmes syndicalistes dans plusieurs pays, la contribution d'affiliés régionaux formés par l'ITF à la gestion de certains médias sociaux et à la publication d'articles sur le web, et une augmentation du nombre de jeunes aux postes de direction.

### MONDE ARABE

**221** En mai 2012, les dirigeants du Syndicat des chauffeurs de bus de Gaza et du PGTWU, de même que le Secrétaire régional de l'ITF pour le monde arabe et le Secrétaire général adjoint se sont rencontrés au Caire. Les membres de l'organisation syndicale de Gaza ont expliqué qu'ils pensaient qu'ils disposaient désormais d'un espace politique à Gaza leur permettant de reprendre les activités. Les pénuries économiques frappent dur et les tentatives du Hamas de créer son propre syndicat ont échoué. Ce dernier semble de plus en plus tenir compte de l'opinion internationale. Ils ont aussi souligné quelques besoins précis comme une assistance financière et autre pour les aider à reconstituer leur base, une aide concrète et constante du PGTWU et une expression publique du soutien syndical international au travers d'une mission de l'ITF.

**222** En novembre 2012, le Secrétaire régional de l'ITF pour le monde arabe, Bilal Malkawi, a aidé à l'organisation d'une mission de la CSI à Gaza. L'ITF a profité de cette mission pour débloquer 8 000 livres sterling d'aide pour le syndicat. En avril 2012, le Comité exécutif de l'ITF a décidé de soutenir une mission de la Fédération à Gaza, actuellement prévue pour le quatrième trimestre de 2013 et qui sera emmenée par le Président de l'ITF, Paddy Crumlin. Les représentants de l'ITF inaugureront officiellement le bureau du syndicat des transports de Gaza.

223

La région du monde arabe de l'ITF a tenu sa toute première Conférence des jeunes à laquelle ont participé 30 jeunes de syndicats du transport du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte, de Palestine, de Jordanie, du Liban, d'Irak, du Koweït, du Bahreïn et du Yémen. Les participants ont élu un Comité régional des jeunes travailleurs et travailleuses pour réaliser des projets avec les jeunes dans la région. Deux autres séminaires de renforcement des capacités et de formation ont eu lieu pour les jeunes travailleurs dans la foulée de la conférence.

224

Le premier Comité régional de l'aviation civile a été élu au cours du forum permanent du monde arabe de l'ITF et de l'ETF pour les syndicats de l'aviation civile du monde arabe et d'Europe. Le rôle du Comité sera de veiller à la mise en place d'actions liées à la région concernée.



225

Des séminaires nationaux de formation ont été organisés et ont aidé plusieurs organisations syndicales à progresser au niveau de leurs efforts de syndicalisation. Par exemple, en Palestine, le nombre de femmes affiliées au Syndicat général des travailleurs des transports a progressé de 20 % alors que la participation féminine aux formations, aux campagnes et aux manifestations a augmenté de 30 %. Grâce à ces hausses, les femmes sont désormais majoritaires au sein du nouveau département de la jeunesse du syndicat.

226

En Irak, deux syndicats, le Syndicat des travailleurs et Affiliation de la compagnie des ports irakiens, et le Syndicat général des employés travailleurs portuaires, ont recruté de nouveaux membres à l'instar du Sydicat général des travailleurs portuaires (GUP) en Jordanie. (Le comité syndical du GUP a été établi en 2007, dans la foulée de séminaires de l'ITF et est devenu l'un des plus puissants et des plus actifs dans la région. Il avait négocié une nouvelle convention collective pour couvrir des travailleurs sous-traités en vue de leur garantir des droits égaux au personnel permanent). En Algérie, la Fédération nationale des travailleurs des ports algériens (UGTA) et le Comité du travail du terminal de conteneurs d'Aden au Yémen (créé en 2012 après le départ de DWP du port) ont eux aussi recruté plus de travailleurs après des séminaires de formation.

227

Le bureau régional a coordonné un important projet de formation en Égypte qui s'est concentré sur le renforcement des capacités des nouveaux syndicats indépendants. Il a aussi organisé la formation de près de 250 femmes issues de ces syndicats, ce qui a mené à la formation d'un réseau national des femmes employées dans le transport dont l'objectif est d'aider à la formation et au renforcement du rôle des femmes syndicalistes. Les syndicats suivants ont bénéficié d'une formation :

- Le Syndicat général des gens de mer égyptiens (créé en 2011 à la suite d'une réunion de l'ITF à Alexandrie). Cinq séminaires ont été organisés auxquels ont chaque fois participé 25 personnes.
- Le Syndicat des dockers d'Égypte qui a signé la première convention collective pour les dockers depuis 25 ans et a remporté une victoire à la suite d'un conflit majeur avec la direction locale d'APM. Trois séminaires de formation ont été organisés auxquels ont chaque fois participé 25 personnes. Toutefois, le projet de formation a dû être reporté du fait des événements politiques et de problèmes internes au syndicat.
- Le Syndicat des autorités publiques du transport pour le transport routier. Quatre séminaires de renforcement des capacités ont été organisés auxquels ont chaque fois participé 25 personnes.
- Le Syndicat général égyptien des membres d'équipage de cabine. Quatre séminaires de renforcement des capacités ont été organisés pour le secteur de l'aviation civile auxquels ont chaque fois participé 25 personnes venant pour la plupart du Caire. Un nouveau projet devait être lancé pour couvrir les travailleuses et les travailleurs d'autres villes.

## ASIE-PACIFIQUE

**En 2012, le travail de la région Asie-Pacifique de l'ITF s'est concentré sur les activités syndicales et les conflits qui suivent :**

228

### Australie

En Australie, les travailleurs de l'aviation représentés par le Transport Workers' Union (TWU) et employés par Qantas ont obtenu un nouvel accord en août prévoyant d'importantes améliorations au niveau des salaires et des conditions de travail. Il s'accompagne d'une promesse qu'il n'y aura pas de licenciements secs du fait du recours à des travailleurs contractuels. Le syndicat a été fortement préoccupé par la sécurité d'emploi lorsque Jetstar, la filiale de Qantas, a commencé à sous-traiter ses activités.

229

### Bangladesh

Le Bangladesh Naujan Shramik Federation (BNSF), qui représente plus de 30 000 travailleuses et travailleurs de la navigation intérieure, a organisé trois jours de grève pour dénoncer le non-respect de l'engagement des employeurs de mener des négociations de bonne foi. (La grève a finalement abouti à un accord tripartite en janvier 2013 accordant 20 % d'augmentation salariale aux travailleurs.)

## ASIE-PACIFIQUE

### SUITE

#### 230 Birmanie

En avril, le Syndicat des gens de mer de Birmanie (SUB), qui opérait en exil à Bangkok, depuis 1991, a décidé lors de sa 4<sup>e</sup> conférence générale de tenir compte des changements politiques positifs qui s'opéraient en Birmanie et de rentrer au pays. Activement soutenu par l'ITF, le syndicat a établi en 2012 un nouveau bureau à Rangoon et a envoyé sa candidature pour être enregistré sous le nom de Syndicat maritime du Myanmar. Il a également entamé une énergique campagne de recrutement.

#### 231 Malaisie

En janvier, Megat Zamri Megat Abdul Aziz, Président du West Port Employees' Union, à Port Klang, a été renvoyé pour ses activités syndicales dont sa participation à la Semaine d'action que l'ITF a menée en Asie du Sud-Est contre les pavillons de complaisance. Depuis 2011, date à laquelle le gouvernement a accepté d'enregistrer le syndicat contre la volonté de la direction, le Secrétaire général et trois autres responsables ont été licenciés pour diverses fausses raisons et accusations factices. En 2012, les syndicats malaisiens et les bureaux régional et central de l'ITF ont continué de lancer des appels à la direction en faveur d'une résolution du conflit.



#### 232

Le Maldives Port Workers' Union (MPWU), enregistré en mai 2011, a subi des harcèlements de la part de la direction du port. En août 2012, un nouveau syndicat jaune a été enregistré et reconnu par la direction qui a aussi commencé à délocaliser des travailleurs vers d'autres ports. À la fin de 2012, 49 syndicalistes étaient toujours suspendus et six responsables avaient été renvoyés ; l'ITF a lancé une campagne de solidarité en novembre.

#### 233 Nouvelle-Zélande

Le Maritime Union of New Zealand (MUNZ) a poursuivi son combat pour obtenir une nouvelle convention collective avec la direction de Ports of Auckland Ltd, tout en résistant à la tendance à la sous-traitance et à la précarisation. Malgré une grève bien suivie et une action en justice en mars, une action de solidarité de l'ITF et de ses affiliés, ainsi que le soutien de l'opinion publique, le MUNZ indiquait en fin d'année qu'aucun accord n'était en vue.

#### 234 Philippines

L'Association des employés de Philippines Airlines (PALEA) a continué de se battre contre la sous-traitance et la précarisation, une lutte qui avait débouché, en octobre 2011, sur le renvoi illégal massif de plus de 2 000 membres du syndicat. La situation était toujours dans une impasse en 2012 en dépit de plusieurs campagnes de la part d'affiliés de l'ITF et du syndicat. Des affiliés de l'ITF de la région ont célébré une journée d'action PALEA le 27 septembre 2012 qui marquait le premier anniversaire de la campagne.

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

#### 235 Vue d'ensemble

Des gouvernements progressistes ont continué de remporter les élections dans la plupart des pays d'Amérique latine, confrontés à une vive réaction de la part des gouvernements de droite essayant à tout prix de revenir au pouvoir. Le Paraguay a subi un coup d'État parlementaire. Au Venezuela, des attaques fascistes après les élections ont provoqué la mort de neuf personnes, mais le gouvernement est parvenu à contrôler la situation. Au Mexique, le PRI (parti révolutionnaire institutionnel) qui avait été à la tête du pays pendant plus de 70 ans est revenu au pouvoir. Au Chili et au Panama, les gouvernements de droite ont souvent eu des oppositions avec le mouvement syndical. Les violences antisyndicales et les infractions aux droits syndicaux, bien qu'ayant toujours cours, ont légèrement diminué. Des militants syndicaux ont été assassinés en Colombie, au Guatemala (en plus grand nombre dans ce pays) et au Salvador ; dans toute la région, les renvois de syndicalistes se sont poursuivis.

#### 236

La crise économique mondiale a touché l'Amérique latine moins vigoureusement, mais ses effets sont quand même évidents : le chômage a atteint un seuil historique de 6,5 %, mais les salaires ont continué de croître, réduisant ainsi l'écart entre les personnes à revenus élevés et celles à revenus faibles.

#### 237

Le programme de travail du bureau régional s'est concentré sur deux domaines principaux : la fourniture de services traditionnels aux affiliés et la mise en œuvre des politiques adoptées lors du Congrès de 2010 de l'ITF, surtout en termes de renforcement des organisations syndicales. Le bureau a participé à plusieurs réunions d'éducation, y compris quatre ateliers sur le VIH/Sida en Amérique latine et une conférence à la Barbade sur le changement climatique dans les Caraïbes. Il a aussi pris part à de nombreuses réunions politiques et de planification sur des thèmes régionaux et sectoriels.

**238 Services fournis aux affiliés**

Le bureau s'est concentré sur les services traditionnels : soutien politique aux affiliés, y compris auprès des autorités gouvernementales ; conseils en matière de négociation ; aide à la planification de campagnes ; aide à la conception et à la préparation de matériels promotionnels et de campagnes ; et médiation lors de conflits internes et entre organisations.

239

Les activités d'éducation avaient pour but d'actualiser et de renforcer les compétences et les techniques des dirigeants en termes de leadership, et de promouvoir et de mettre en œuvre des projets de création de réseaux de syndicats du même secteur pour qu'ils se soutiennent et apprennent les uns des autres.

**240 Renforcement des syndicats**

Étant donné que la grande majorité des travailleurs des transports n'adhéraient pas à des syndicats, et que la fragmentation syndicale dans la région impliquait la présence de nombreuses petites organisations rivales incapables de défendre leurs membres, le bureau régional s'est concentré sur le renforcement des syndicats et sur la promotion d'un changement du modèle syndical, s'éloignant des syndicats centrés sur une société pour se diriger vers des organisations industrielles nationales. Ce faisant, il a apporté une attention particulière aux femmes, de même qu'aux jeunes et aux travailleurs informels. Il a estimé que la promotion de comités nationaux de coordination était essentielle pour rassembler les affiliés de l'ITF, dans l'espoir de parvenir à une meilleure coopération et à une possible unification.

241

Le programme a été mis en œuvre au travers de séminaires et de réunions d'éducation au cours desquels des analyses ont été menées, des calendriers ont été élaborés et des engagements à tenir ont été adoptés. Il convient de mentionner particulièrement les organisations donatrices qui ont travaillé avec le bureau régional (3F, SASK, FNV, ISCOD et FES) et les affiliés qui ont échangé leurs expériences (SOMU, SINDMAR, SNTT, UTA, AAA, ATM, LA FRATERNIDAD). Voici quelques exemples :

242

**Colombie** : En 2012, le Syndicat national des travailleurs des transports (SNTT) a négocié trois conventions collectives et deux autres étaient en cours de négociation. Des syndicats de l'aviation civile, qui n'étaient pas membres de cette organisation, ont entamé un processus de fusion. Le syndicat national de l'aviation civile (SINTRATAC) a réussi à obliger quelques compagnies à débiter un processus de négociation.

243

**Paraguay** : Le syndicat national de la navigation intérieure et des gens de mer, le SOMUPA, a vu le jour en 2012 et est parvenu à obtenir sa première convention collective avec quatre sociétés. Le processus a été lent, mais stable, et l'organisation devrait devenir autonome en 2014 (il bénéficie actuellement du soutien de l'ITF et du SOMU-Argentine).

244

**Guatemala** : La création d'une fédération nationale qui regroupera tous les affiliés actuels de l'ITF était en cours et devait s'achever vers la mi-2013. L'objectif est de fournir un soutien local et d'établir une force plus politique dans un pays devenu l'un des plus violents au monde pour les syndicats.

245

**Aviation civile** : Dans le contexte de la nouvelle compagnie LATAM, des syndicats ont repris consistance dans des pays où ils avaient été muselés au cours des années 1990. Le réseau LATAM a activement réagi aux activités antisyndicales de la compagnie et a tenté de renforcer et de coordonner la riposte syndicale sur le plan national et régional. (Plus d'informations sur LATAM p. 11).

246

**Transport routier** : La région a travaillé à un projet précis destiné à renforcer les syndicats des transports routiers et à soutenir leurs activités de syndicalisation et de fusion dans la région des Andes et au Venezuela.

247

**VIH/Sida** : Les activités liées au VIH/Sida se sont révélées d'excellents outils de syndicalisation dans plusieurs pays d'Amérique latine, principalement dans le transport par route et les chemins de fer. En encourageant des activités relatives à la lutte contre la discrimination liée au VIH/Sida sur le lieu de travail, des organisations syndicales ont gagné en visibilité et ont augmenté leur nombre de membres.

## Chapitre 7 :

L'EUROPE  
ET  
L'ETF

248

Le présent chapitre aborde les principaux domaines de travail de l'ETF, l'antenne européenne de l'ITF. En 2012, ses activités ont été menées sur fond de crise financière européenne, d'austérité et de récession, qui se sont plus durement fait ressentir dans les pays d'Europe du Sud comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Cette année a été marquée par une hausse des taux de chômage qui a surtout touché les jeunes, par des coupes drastiques dans les services publics et par des crises politiques. Le mouvement syndical a demandé à ce que les contraintes budgétaires soient assouplies et les déséquilibres rectifiés pour parvenir à une croissance économique durable en appelant à la cohésion sociale et en soulignant l'importance du dialogue social et de la négociation collective. Dans ce contexte, voici les domaines de travail qui ont été explorés :

249

**Navigation fluviale**

Après plusieurs années de négociation dans le cadre du Comité de dialogue social sectoriel pour la navigation intérieure, l'ETF a conclu un accord avec les représentants de l'organisation d'employeurs à propos de l'organisation du temps de travail dans le secteur. Cet accord devrait devenir une directive européenne une fois que le Parlement européen et le Conseil des ministres l'auront ratifié.

250

Un Groupe européen commun d'experts sur les qualifications professionnelles et les normes de formation dans la navigation fluviale, auquel toutes les parties participent, a été mis en place pour concevoir des normes sur la formation et la certification dans le domaine. Il entend attirer des jeunes dans le secteur grâce à des exigences sur mesure pour la formation et la certification, un outil essentiel pour un environnement de travail novateur et moderne.



251

L'ETF a activement suivi deux propositions de loi à l'ordre du jour de la Commission européenne : l'un portait sur le contrôle par l'État du port et l'autre sur les responsabilités de l'État du pavillon. Il s'agissait de traduire dans le droit européen le Titre 5 (Respect et mise en application des dispositions) de la Convention du travail maritime (2006).

252

L'augmentation continue des actes de piraterie a exigé des actions constantes, tant en mer que sur terre. Des événements positifs ont eu lieu pendant l'année dans le secteur, comme une plus forte volonté politique, une action navale plus ferme, moins d'attaques fructueuses et l'application des meilleures pratiques de gestion. Toutefois, il faut maintenir des efforts constants au travers d'une réponse européenne coordonnée pour veiller à la protection de l'économie mondiale et à la sécurité des gens de mer.

253

### Section des dockers

À la suite du lancement par la Commission européenne, en 2011, d'une révision de la Communication de 2007 sur une politique portuaire européenne, l'ETF et ses affiliés se sont inquiétés d'une possible réapparition des paquets portuaires de libéralisation. Dans un document de prise de position qui ne mâchait pas ses mots que l'ETF a transmis à la Commission européenne en décembre 2012, et à l'occasion de réunions avec le directeur général et d'autres membres de la DG Mobilité et transports, elle a clairement fait connaître sa farouche opposition à toute tentative de déréglementation portuaire ou d'intervention au niveau européen sur l'organisation des activités portuaires.

254

Le Comité européen de dialogue social sectoriel pour les ports était prêt à démarrer et les partenaires sociaux se sont accordés sur des règles de procédure et ont presque terminé le programme de travail pour sa première réunion qui devait avoir lieu en 2013.

255

### Pêche

L'ETF et Europêche/COGECA ont conclu un accord entre partenaires sociaux qui entend transposer dans la législation européenne la Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche.

256

Le processus législatif en vue de réformer la politique commune de la pêche a suivi son cours : le rapport sur la réglementation de base devait être entériné en séance plénière du Parlement européen au début de 2013. Le Conseil Pêche a adopté son approche générale et des négociations trilatérales devaient être entamées entre la Commission européenne, le Parlement et le Conseil de l'Union européenne. L'ETF était satisfaite de certains aspects du résultat du vote au Parlement européen puisque, pour la première fois depuis la création du Comité il y a plus de 30 ans, le texte contenait des références explicites à l'emploi et aux travailleurs.

257

### Transports routiers

Le projet « CROSS-ROAD » de la section a été conçu en 2012 et devrait s'achever en mars 2013. Deux ateliers liés au projet ont été organisés pour les membres de la section, en mai et en septembre ; les participants y ont amplement discuté des besoins des chauffeurs internationaux en Europe et de la façon dont les syndicats devaient y répondre. Le Secrétariat de l'ETF a continué de travailler sur la version finale de ses directives pour l'organisation des chauffeurs dans le transport routier transfrontalier et a prévu de rédiger une série de dépliants dans plusieurs langues européennes, destinés aux organisations syndicales, afin qu'elles informent leurs membres et les personnes qui pourraient les rejoindre des problèmes sociaux et du travail dans les transports routiers.

258

Lors de sa réunion en janvier, la section a décidé d'entamer une campagne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des conducteurs professionnels en Europe. L'ETF a publié une brochure, *Esclavage moderne dans une Europe moderne ?*, qui décrit, photos à l'appui, la situation précaire du secteur, tant au niveau social que des conditions de travail. Le 9 octobre, une manifestation a eu lieu à Bruxelles pour exiger que l'on respecte les chauffeurs professionnels. Vous trouverez de plus amples informations sur la campagne en suivant le lien : [www.itfglobal.org/etf/etf-3596.cfm](http://www.itfglobal.org/etf/etf-3596.cfm).

259

### Égalité hommes-femmes

Le Comité des femmes de l'ETF a continué de participer activement au volet « travailleuses » du projet TRANSUNION qui se concentre sur l'égalité entre hommes et femmes et prévoit du matériel de formation axé sur l'égalité. Ce matériel comprend deux modules — le renforcement de la position des travailleuses et les femmes dans la négociation collective — utilisables par les femmes comme les hommes sur le lieu de travail, ainsi que par les militants syndicaux en vue d'accroître l'égalité entre hommes et femmes dans les entreprises et la participation des femmes aux activités syndicales. Il est possible de télécharger le matériel de formation en anglais, français, allemand et bulgare à partir du site web de l'ETF : [www.itfglobal.org/etf/etf-3575.cfm](http://www.itfglobal.org/etf/etf-3575.cfm).

260

### Comités d'entreprise européens

L'ETF, avec le soutien financier de l'Institut syndical européen, a organisé un atelier de trois jours pour certains membres nouvellement élus de comités d'entreprise européens ; y ont participé des représentants de Kuhne + Nagel, Hapag Lloyd, Aviapartner, WFS et DP World. Les thèmes abordés comprenaient le fonctionnement quotidien d'un comité d'entreprise européen ; la communication entre le comité, les représentants du personnel, les syndicats et la direction de l'entreprise ; la façon d'appliquer rapidement et correctement les accords des comités d'entreprise européens ; et l'organisation de la participation d'un comité à des situations d'urgence comme des fusions et des restructurations. L'atelier s'inscrivait dans l'initiative stratégique de l'ETF en vue du renforcement des capacités au niveau des comités d'entreprise européens afin de parvenir à la pleine utilisation des informations transnationales et des droits de consultation.

261

### Chemins de fer

Le 23 avril, la section a organisé une journée d'action européenne à Schengen dans le cadre de la Journée d'action internationale des cheminots de l'ITF ; des syndicats de cheminots de 14 pays européens y ont participé. L'objectif de l'action était de montrer la solidarité syndicale et le rejet toute déréglementation supplémentaire du secteur.

262

Le 18 septembre, la section a adopté deux documents de position (<http://www.itfglobal.org/etf/etf-3643.cfm>) dans lesquels elle exprime ses points de vue sur les propositions de la Commission européenne à propos du prochain paquet ferroviaire (le quatrième) qui entend libéraliser le secteur et mettre en place une séparation (juridique) totale des activités de gestion des infrastructures et de celles liées à l'exploitation du réseau. La section a décidé de suivre de près l'évolution de la situation et de lancer une campagne contre cette intervention dans la législation ferroviaire.

263

**Transports publics urbains**

Le 10 mai, une délégation du Comité des transports publics urbains a rencontré le Commissaire européen Siim Kallas avec qui les syndicalistes ont discuté des priorités et des inquiétudes des travailleurs du secteur. L'ETF a fait part de sa position par rapport à toute modification du Règlement (CE) n° 1370/2007 relatif aux obligations des services publics qui régit les contrats des services publics pour la fourniture de transports publics. Selon l'ETF, il était trop tôt pour modifier une législation si « jeune » et on ne disposait pas d'assez d'expérience par rapport à sa mise en place dans tous les États membres.

264

Un autre thème abordé avec le commissaire a été le manque de sécurité dans les transports publics urbains. La délégation de l'ETF a signalé que les travailleurs des transports, mais aussi les passagers, étaient de plus en plus souvent victimes de violences, d'agressions et de menaces verbales, et qu'il convenait que la Commission se penche sur ce point. Le commissaire a reconnu que c'était un problème grave, mais a souligné le danger d'attaques terroristes.

265

**Aviation civile**

En 2012, l'Agence européenne de sécurité aérienne a rendu son avis sur la limitation du temps de vol du personnel de cabine et des pilotes. Il contient une série de règles revues qui ne tiennent pas compte des preuves scientifiques de l'incidence de la fatigue du personnel sur la sécurité des vols. L'ETF était fortement préoccupée par la sécurité des passagers et des pilotes, et les personnels de cabine ont organisé des grèves et des rassemblements partout en Europe pour exiger que les décideurs politiques européens accordent la priorité à la sécurité des passagers plutôt qu'aux intérêts commerciaux des compagnies aériennes. Motivés par leurs responsabilités professionnelles envers la sécurité des passagers et voulant veiller à celle des vols, les personnels navigants ont organisé des actions de « débrayage pour la sécurité ». Dans le cadre de cette campagne, une manifestation commune ETF/Association européenne des pilotes de ligne a eu lieu à Cologne le 14 mai.

266

Le 6 novembre, le Comité du Parlement européen chargé des transports a décidé de rejeter la proposition de la Commission de réglementation des services d'escale dans les aéroports de l'Union européenne qui devait supprimer la directive de 1996. Ce résultat positif a pu être obtenu grâce à un travail efficace et intense de la part des syndicats européens, dont le point culminant a été une manifestation de l'ETF à Bruxelles le 5 novembre.

267

**Transunion**

Le projet Transunion financé par l'Union européenne s'est achevé en 2012. Il comportait trois volets (sur les transports et le changement climatique, sur les travailleuses et sur les jeunes travailleurs) et entendait aider les syndicats des transports à mieux aborder les enjeux du changement climatique et le besoin d'attirer davantage de femmes et de jeunes travailleurs dans les syndicats et le secteur du transport en général. Pour chaque volet, l'ETF et ses affiliés ont rédigé des projets de recommandations pour les thèmes abordés lors des Comités européens de dialogue social sectoriel.

268

Le matériel conçu dans le cadre du projet comprend un document de position de l'ETF sur les transports et le changement climatique, du matériel de formation sur l'égalité hommes-femmes, les conclusions d'une enquête sur les jeunes et un recueil d'exemples de bonnes pratiques sur la façon dont les syndicats pourraient attirer plus de jeunes travailleurs. Le volet du projet consacré aux jeunes a été suivi d'un nouveau projet financé par l'Union européenne qui a démarré en novembre 2012. Il entend mettre en place une structure permanente pour la jeunesse au sein de l'ETF et encourager ses affiliés à faire participer des jeunes à leurs instances décisionnelles.

269

**Jeunes travailleurs et travailleuses**

Outre le projet Transunion, l'ETF a entamé un nouveau projet en vue d'établir un Comité des jeunes travailleurs et travailleuses en 2013.

270

**Europe centrale et orientale**

Une attention particulière a été apportée aux organisations affiliées d'Europe centrale et orientale, notamment au niveau de l'organisation de formations destinées à renforcer leurs capacités. Par exemple, en Turquie, où plusieurs syndicats affiliés avaient été victimes de mesures discriminatoires et de persécutions, l'ETF a organisé des visites de solidarité pendant les audiences au tribunal ou en vue de soutenir les piquets de grève, et a organisé la visite d'un membre du Parlement européen à la prison où des syndicalistes étaient détenus.

271

**Étendre la solidarité**

La coopération avec le reste de la famille syndicale et avec le mouvement syndical tout entier a constitué un autre domaine de travail prioritaire de l'ETF. Elle a activement participé à la conférence sociale commune et à la préparation de l'Alter Sommet qui devait avoir lieu à Athènes en juin 2013. Elle a maintenu ses liens avec d'autres fédérations syndicales européennes pour veiller à une participation de plus grande qualité et mieux coordonnée aux activités de la Confédération européenne des syndicats.

Chapitre 8 :

# RAPPORT FINANCIER

**Fédération internationale des ouvriers du transport**  
**Recettes et dépenses pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2012**

	Exercice arrêté au 31 décembre 2012 £	Restraité Exercice arrêté au 31 décembre 2011 £
<b>Recettes</b>		
Cotisations d'affiliation à recevoir envoyées par armateurs et syndicats collecteurs	4 724 977	5 067 364
Cotisations au Fonds de bien-être et des membres d'équipage	34 115 425	31 354 257
Projets d'éducation – financement par donateur	474 398	282 748
Recettes d'investissement	991 121	759 710
Loyer à recevoir et autres recettes	275 870	239 871
Revenus de solidarité	3 124	-
<b>Total des recettes</b>	<b>40 584 915</b>	<b>37 703 950</b>
<b>Dépenses</b>		
Frais de personnel du Siège de l'ITF	8 867 857	7 159 118
Frais de bureau du siège de l'ITF	1 361 753	1 547 109
Réunions conférences et activités	2 975 090	2 756 056
Publications et relations publiques	1 368 521	1 404 876
Bureaux régionaux	3 173 758	3 271 019
Frais du corps d'inspecteurs	10 954 239	10 151 958
Autres frais professionnels	1 170 286	830 669
Assistance et donations	404 988	406 521
Dépenses de solidarité	5 190	8 470
Contributions au fonds IBF	1 727 410	813 235
Reprise d'avances sur projets	(17 869)	(720 395)
cotisations d'affiliation passées en pertes et profits	419 644	-
Projets d'éducation financés par donateur	474 398	282 748
Projets spéciaux	-	1 138
Dépenses générales	38 986	66 719
Déficits/(gains) de change	1 437 012	(163 021)
Gain sur cession d'actifs immobilisés	(50)	-
Amortissement	725 304	615 251
Gift aid en faveur du Seafarers' Trust de l'ITF (Association caritative)	1 000 000	1 100 100
<b>Total des dépenses</b>	<b>36 086 517</b>	<b>29 531 471</b>
<b>Excédent d'exploitation sur l'année</b>	<b>4 498 398</b>	<b>8 172 479</b>
Réévaluation des investissements	2 435 758	(2 068 892)
Perte actuarielle de la caisse de retraite	(1 538 999)	(2 676 000)
Caisse de retraite (dépenses)/revenus	(56 000)	128 000
<b>Mouvement net de fonds</b>	<b>5 339 157</b>	<b>3 555 587</b>
<b>Solde du Fonds reporté</b>	<b>73 368 385</b>	<b>69 812 798</b>
<b>Solde du Fonds au 31 décembre 2012</b>	<b>78 707 542</b>	<b>73 368 385</b>

Il n'y a pas de profits ou pertes autres que l'excédent de l'exercice.

**Fédération internationale des ouvriers du transport**

49-60 Borough Road, Londres SE1 1DR, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7403 2733

Fax : +44 (0)20 7357 7871



[www.itfglobal.org](http://www.itfglobal.org)



[www.facebook.com/ITFglobal](https://www.facebook.com/ITFglobal)



[@itfglobalunion](https://twitter.com/itfglobalunion)